

AU 3^E JOUR DE SA VISITE OFFICIELLE AU SULTANAT D'OMAN

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA REÇU PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, MINISTRE DU BUREAU ROYAL D'OMAN

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a été reçu, mardi à Mascate, au 3^e jour de sa visite au Sultanat d'Oman, par le Général d'Armée, Sultan Bin Muhammed Al Numani, ministre du Bureau royal du Sultan d'Oman, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mercredi 17 Dhou El-Hijja 1447 - 3 Juin 2026 - N° 1318 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GRANDE CAMPAGNE
CONTRE
LES INTOXICATIONS
ALIMENTAIRES

VASTE MOBILISATION NATIONALE POUR UN ÉTÉ PLUS SÛR



La campagne nationale de sensibilisation et d'information sur la prévention des intoxications alimentaires, placée sous le slogan « Faites de l'alimentation saine un mode de vie durable », a été lancée dans de nombreuses wilayas du pays à l'initiative du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

P.10

COOPÉRATION EN MATIÈRE
D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE SERVIRA EN TANZANIE

Une délégation du "Cluster des industries électriques d'Algérie" en Tanzanie pour le transfert de l'expérience algérienne dans le domaine de l'électricité

P.4

PROJETS PHOSPHATE INTÉGRÉ ET LIGNE FERROVIAIRE
ALGER-TAMANRASSET

DES EXPERTS SOULIGNENT LEURS GRANDES DIMENSIONS DE DÉVELOPPEMENT



P.3

Des experts économiques ont salué, mardi, les conclusions de la réunion présidée lundi par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, mettant en avant les grandes dimensions de développement que portent le projet de phosphate intégré dans l'Est du pays, dont l'entrée en production est prévue en 2027, ainsi que le lancement des travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset au plus tard au cours du mois de septembre prochain.

VIOLENCES EN PALESTINE OCCUPÉE

L'ONU ALERTE SUR LE TERRORISME DES COLONS ET LE RISQUE D'ÉPURATION ETHNIQUE

Des experts de l'ONU s'alarment de la recrudescence des actes de terrorisme perpétrés par les colons sionistes dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Al-Qods-Est, ainsi que du risque existentiel que ces violences font peser sur la présence des Palestiniens sur leur terre.

P.7

VALORISATION DES PEAUX DE MOUTON

UN LEVIER ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL STRATÉGIQUE

Après le succès des campagnes nationales de collecte des peaux de mouton menées à l'occasion de l'Aïd El-Adha, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Mme Kaouter Krikou, a présidé lundi dernier une réunion consacrée à l'évaluation de cette opération.

Par Ikram Haou

Une réunion de coordination s'est tenue avant-hier, sous la présidence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Mme Kaouter Krikou, avec les directeurs de wilaya du secteur.

Organisée par visioconférence, cette rencontre a été consacrée à la campagne nationale de collecte et de valorisation des peaux de mouton issues de l'Aïd El-Adha.

Les directeurs de l'environnement des différentes wilayas ont pris part à cette réunion afin d'évaluer le bilan de la campagne et d'examiner l'état d'avancement de sa mise en œuvre sur le terrain à travers le pays.

La rencontre a également permis d'apprécier les efforts déployés pour atteindre les objectifs assignés à cette opération, qui revêt à la fois une dimension environnementale et une portée économique importante.

À cette occasion, la ministre a donné des orientations visant à intensifier les sorties sur le terrain afin de veiller à la bonne mise en œuvre des projets environnementaux. Elle a également insisté sur la nécessité de renforcer la coordination avec l'ensemble des secteurs concernés afin d'accélérer l'aménagement des plages et des sites environnementaux en prévision de l'accueil des estivants.

Il convient de rappeler que la peau de mouton constitue, au même titre que celles d'autres animaux, une ressource naturelle précieuse et polyvalente pour de nombreuses activités industrielles.

Les peaux de mouton représentent en effet une ressource économique importante qui, après tannage, est utilisée dans plusieurs secteurs. Parmi leurs principales applications figurent la fabrication de chaussures et de vêtements, l'ameublement, la décoration, le domaine médical, l'isolation thermique et industrielle, ainsi

que la confection d'instruments de musique traditionnels.

Après transformation, les industries du cuir et de la mode disposent d'une matière première souple, résistante et légère, utilisée notamment dans la fabrication de chaussures, de doublures pour les modèles haut de gamme et de chaussures légères. Elle sert également à la confection de vêtements en cuir, tels que les manteaux, les vestes et les gants, ainsi qu'à la fabrication d'accessoires comme les sacs, les portefeuilles et les ceintures.

Dans les secteurs de l'ameublement, de la décoration et de l'industrie, la peau de mouton est utilisée pour le revêtement et le rembourrage de meubles de qualité, notamment les chaises et les canapés. Elle permet aussi la fabrication de tapis décoratifs en cuir naturel.

Une autre utilisation, moins connue, concerne l'isolation. Le cuir ou la laine qui lui est attachée peut

servir d'isolant thermique naturel dans certaines applications industrielles.

Dans les domaines médical et traditionnel, certaines parties de la peau et des tissus du mouton permettent l'extraction de collagène naturel, utilisé dans la fabrication de sutures chirurgicales résorbables. En lutherie, la peau de bœuf sert également à tendre et façonner certains instruments de musique traditionnels, tels que le bendir, le tambourin et d'autres instruments artisanaux.

Concernant les usages traditionnels locaux, les peaux de mouton, connues sous le nom de « al-haydura », continuent d'être utilisées dans la vie quotidienne. Elles servent notamment à la fabrication de la « chekoua », ou outre à eau, utilisée pour baratter le lait et produire du yaourt, ainsi qu'à la confection de tapis domestiques traditionnels.

I.H.

FORMATION ESTIVALE « SANAA »

DES STAGES POUR INITIER LES JEUNES AUX MÉTIERS TECHNIQUES

Intervenant dans l'émission « L'Invité du jour » de la Chaîne III, Mme Ibtissem Abdellaoui a détaillé le programme de formation « Sanaa » (métier), destiné aux jeunes âgés de 15 à 27 ans et initié par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Par Malika Azeb

Chargée d'étude et de synthèse au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Abdellaoui a présenté un aperçu général de ce programme spécial consacré à la saison estivale, qui suscite déjà l'intérêt de nombreux jeunes à travers le territoire national.

Elle a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre des orientations de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, visant à mettre à profit la période estivale. Elle a ajouté qu'à la suite des Olympiades des métiers organisées à Oran, un intérêt croissant des jeunes pour les formations techniques a été constaté, ce qui a conduit le ministère à proposer des stages entièrement pratiques durant l'été.

Mme Abdellaoui a affirmé que le lancement officiel du programme a déjà été donné par la ministre et que les inscriptions sont ouvertes via la plateforme numérique dédiée « Takouine/Sanaa ». Celles-ci se poursuivront jusqu'au 4 juin.

Quant au déroulement des formations, il est prévu entre le 15 juin et le 30 juillet au sein des établissements de formation professionnelle.

L'intervenante a précisé que le programme couvre six spécialités : la plomberie, l'électricité, la soudure, le

froid et la climatisation, la peinture, ainsi que le plâtre et l'habitat. Selon elle, ces métiers figurent parmi les plus demandés par les jeunes et par le marché du travail.

Elle a également souligné que toutes les wilayas sont concernées par ces sessions de formation. Le programme est ouvert à tous les jeunes, qu'ils soient étudiants, scolarisés ou sans emploi. « Il n'y a aucune condition particulière. Le programme ne s'adresse pas uniquement aux étudiants, mais à tous ceux qui souhaitent acquérir de nouvelles compétences et s'ouvrir à d'autres horizons », a-t-elle expliqué.

Mme Abdellaoui a ajouté que ces métiers sont particulièrement rentables pour ceux qui les exercent, compte tenu de la forte demande dont ils font l'objet.

Selon elle, même si Internet et les nouvelles technologies attirent aujourd'hui une grande partie de la jeunesse, ces métiers conservent toute leur importance en raison de leur caractère indispensable dans la vie quotidienne. « Même si l'intelligence artificielle attire aujourd'hui beaucoup d'attention, ces métiers resteront indispensables. Au contraire, nous souhaitons renforcer cette technicité qui est actuellement recherchée partout dans le monde », a-t-elle souligné.

Elle a également indiqué que ces formations pratiques sont entièrement

gratuites. Le personnel enseignant des centres de formation est mobilisé jusqu'au 31 juillet afin d'assurer leur encadrement. Les activités seront supervisées par des professionnels maîtrisant déjà ces métiers sur le terrain. Il ne s'agit pas de formations à caractère théorique ou pédagogique, mais de stages entièrement pratiques, avec la possibilité de conclure des partenariats socio-économiques susceptibles de renforcer davantage ce dispositif.

À l'issue de la formation, les participants recevront une attestation symbolique qui pourra faciliter leur insertion professionnelle pour les jeunes sans emploi ou les encourager à créer leur propre activité.

Concernant les jeunes filles, l'intervenante a affirmé qu'elles manifestent également un intérêt croissant pour ces métiers traditionnellement considérés comme masculins. « Chaque année, nous enregistrons des inscriptions de jeunes filles dans plusieurs spécialités techniques. Il ne faut pas croire que les femmes s'orientent uniquement vers des métiers tels que la couture. Au contraire, nous avons enregistré des demandes dans la plomberie, la peinture et d'autres métiers pratiques », a-t-elle précisé.

Pour assurer le bon déroulement de ces sessions de formation, organisées pour la première fois en Algérie, Mme Abdellaoui a indiqué que tous

les moyens logistiques nécessaires ont déjà été mobilisés à travers les différentes wilayas.

Elle a également expliqué qu'à l'issue de cette formation estivale, les jeunes souhaitant poursuivre leur parcours au sein des établissements de formation et d'enseignement professionnels pourront s'inscrire à des cursus plus approfondis afin d'obtenir un diplôme qualifiant.

Les élèves et les étudiants auront aussi la possibilité de suivre une formation professionnelle parallèlement à leurs études. « Quarante pour cent des stagiaires sont des universitaires », a précisé Mme Abdellaoui.

Par ailleurs, cette responsable a souligné que les formations proposées sont adaptées aux besoins en main-d'œuvre de chaque région du pays. C'est notamment le cas à Tindouf, Béchar et Oran, où certains stages sont orientés vers les métiers liés à l'activité minière, notamment autour du projet de Gara Djebilet.

Au terme de l'émission, l'intervenante a assuré que cette première édition de la formation estivale sera suivie d'autres éditions dans les années à venir, avec un élargissement à de nouvelles spécialités, notamment dans le tourisme, ainsi qu'à d'autres catégories d'âge.

MA

LES MÉTIERS D'ÉTÉ D'UNE AUTRE ÉPOQUE

Dans les années 1970 et 1980, dès les premiers jours des vacances scolaires, de nombreux collégiens et lycéens partaient à la recherche d'un emploi saisonnier. Pour certains, il s'agissait de gagner un peu d'argent de poche ; pour d'autres, d'aider leurs parents à faire face aux dépenses du quotidien.

À cette époque, les vacances étaient souvent synonymes de débrouillardise et représentaient l'occasion de gagner ses premiers revenus en exerçant différents métiers saisonniers, selon la région où l'on vivait.

Dans les zones balnéaires, les jeunes vendaient des glaces transportées dans des glacières, des beignets, du thé ou encore des cacahuètes, en parcourant les plages tout au long de la jour-

née. Dans les régions montagneuses, ils travaillaient généralement dans les champs ou commercialisaient des produits agricoles tels que les figues, les figues de Barbarie ou encore des galettes préparées avec soin par leurs mères.

Les jeunes possédant déjà un savoir-faire dans des domaines comme la peinture, la plomberie, la maçonnerie, l'artisanat ou la cuisine profitaient également de l'été pour mettre leurs compétences à profit et gagner un revenu.

Les filles n'étaient pas en reste. Beaucoup se consacraient à des activités manuelles comme le crochet ou le tricot, soit pour occuper leur temps libre, soit pour vendre leurs réalisations.

À cette période, certaines entreprises et administrations pu-

bliques recrutait également des saisonniers, notamment parmi les enfants de leurs employés, pour des tâches telles que l'archivage de documents administratifs.

L'argent gagné grâce à ces activités servait souvent à financer la rentrée scolaire ou à s'offrir quelques loisirs, comme une séance de cinéma.

Pour certains, le métier exercé durant l'été est même devenu une profession à part entière. C'est le cas de nombreux jeunes ayant commencé comme saisonniers dans la restauration avant de devenir cuisiniers professionnels, voire propriétaires de leur propre établissement dans une grande ville du pays.

MA

PROJETS PHOSPHATE INTÉGRÉ ET LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

DES EXPERTS SOULIGNENT LEURS GRANDES DIMENSIONS DE DÉVELOPPEMENT

Des experts économiques ont salué, mardi, les conclusions de la réunion présidée lundi par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, mettant en avant les grandes dimensions de développement que portent le projet de phosphate intégré dans l'Est du pays, dont l'entrée en production est prévue en 2027, ainsi que le lancement des travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset au plus tard au cours du mois de septembre prochain.

Dans ce cadre, l'économiste Houari Tigharsi, a estimé dans une déclaration à l'APS que le projet de phosphate intégré constitue l'un des projets industriels stratégiques les plus importants en Algérie ces dernières années, dans la mesure où il ne se limite pas seulement à l'exploitation des ressources minières, mais vise la création d'une chaîne de valeur industrielle intégrée allant de l'extraction à la fabrication de produits à forte valeur ajoutée.

Après avoir salué les conclusions de cette réunion, l'intervenant a rappelé que l'entrée en production du projet en 2027 donnera non seulement un élan aux exportations algériennes d'engrais phosphatés et azotés, notamment à la lumière de la hausse de la demande mondiale liée à la sécurité alimentaire et à l'expansion agricole sur les marchés africains et asiatiques, mais permettra également de réduire la dépendance à l'exportation de matières premières et de s'orienter vers celle des produits transformés, ce qui augmentera les recettes et renforcera la valeur ajoutée locale, a-t-il dit.

S'agissant du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, l'expert a indiqué qu'il permettra de refondre la géographie économique nationale, en reliant le Nord au Sud à travers un réseau logistique intégré permettant de réduire les coûts de transport et d'améliorer la circulation des marchandises et des personnes.

Evoquant l'impact de cette infrastructure stratégique à dimension nationale et continentale sur le développement, M. Tigharsi a souligné qu'elle favorisera la transformation du Grand Sud en un espace économique plus intégré, en facilitant le transport des produits miniers, énergétiques et agricoles vers les ports et les marchés nationaux puis internationaux, ce qui est à même d'ériger les villes du Sud en hubs logistiques et commerciaux tournés vers l'Afrique.

M. Tigharsi a mis en avant la véritable importance de ces projets, qui réside dans leur capacité à créer des secteurs et des filières économiques hors hydrocarbures, faisant observer que l'investissement dans les industries manufacturières liées à l'énergie, à l'instar des engrais et de la pétrochimie, permet de transformer les ressources naturelles en produits industriels à plus forte valeur ajoutée, et que les grands projets d'infrastructures fournissent la base matérielle nécessaire au développement d'autres secteurs, tels que l'industrie, l'agriculture et le commerce.

Le succès de la politique de diversification



économique ne signifie pas un abandon des hydrocarbures, mais plutôt l'utilisation de leurs recettes et de leurs capacités d'investissement en tant que levier pour bâtir une économie plus diversifiée et moins vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux, une orientation que l'Algérie s'emploie à concrétiser à travers l'accélération de la réalisation des grands projets structurants, a-t-il ajouté.

Pour sa part, l'expert économique Ishak Kherchi a salué la place centrale qu'occupent les projets de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset et du phosphate intégré, mettant l'accent sur le rôle de ce dernier, à court terme, dans la mise en place d'un système industriel intégré englobant les industries chimiques et de transformation ainsi que les services logistiques associés, ce qui ouvrira la voie au transfert de technologies et au développement des compétences nationales dans le domaine des engrais.

Ce projet, a-t-il dit, traduit la volonté de l'Etat de transformer les ressources naturelles en moteurs de développement industriel, ce qui est en accord avec la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à bâtir une économie productive reposant sur la création de richesse au niveau national et l'encouragement des exportations.

Concernant la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, l'expert estime que ce projet ne doit pas être regardé comme une infrastructure de transport seulement, mais comme une infrastructure structurelle qui contribuera de manière directe à la réduction des coûts logis-

tiques, à l'accélération des flux de marchandises et des personnes et à l'amélioration de l'attractivité des régions intérieures pour l'investissement.

Il a précisé que la dimension continentale du projet s'inscrit dans une orientation stratégique de l'Algérie visant le renforcement de son rôle et son intégration africain, en faisant du Sud un espace économique créateur de richesses, ajoutant que la ligne ferroviaire insufflera, à moyen terme, une plus grande dynamique aux exportations algériennes vers les pays du continent, notamment les produits hors hydrocarbures.

Le président de la République avait présidé, lundi, une réunion de travail consacrée aux projets structurants du secteur des hydrocarbures, portant sur le projet de complexe de production d'engrais phosphatés, ainsi que sur le projet intégré de phosphate pour la production d'ammoniac et d'urée, en plus de la production d'engrais phosphatés et azotés.

A cette occasion, il a été décidé que le projet intégré de phosphate entrera en phase de production au cours du premier trimestre de l'année 2027, parallèlement à l'achèvement du projet d'extension du port d'Annaba, qui sera prêt à exporter les premières cargaisons de phosphate durant la même période.

Par ailleurs, la réunion a examiné le financement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. Il a été décidé de lancer les travaux, au plus tard au cours du mois de septembre prochain.

RA

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

EXAMEN DE DOSSIERS RELATIFS À PLUSIEURS SECTEURS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à la présentation de communications relatives à la carte sanitaire et le développement d'un écosystème intégré des start-up, ainsi qu'à l'examen des projets de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANBA 2025-2030), a indiqué un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi 2 juin 2026, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des points ci-après :

Le Gouvernement a entendu une communication sur la carte sanitaire nationale, instrument stratégique de planification destiné à assurer une répartition équilibrée de l'offre de soins et à améliorer l'accès aux services de santé à travers l'ensemble du territoire national.

A cette occasion, il a été mis en évidence les progrès réalisés dans le développement des infrastructures sanitaires, le renforcement des ressources humaines, l'extension du réseau national de cancérologie, l'amélioration de la prise en charge des urgences ainsi que les avancées enregistrées en matière de lutte contre les maladies transmissibles.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur le développement d'un écosystème intégré des startups, lequel s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle de l'économie nationale, fondée sur l'innovation, le développement technologique, la diversification économique et le renforcement de la souveraineté nationale.

Dans ce cadre, il a été présenté un projet de plan d'action reposant sur une approche progressive en trois phases relatives à la création, l'intégration et l'internationalisation des startups, avec pour objectif la création de 20.000 startups à l'horizon 2029.

Enfin, le Gouvernement a examiné les projets de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANBA 2025-2030), alignés sur le Cadre mondial de Kunming-Mont-

réal adopté lors de la COP15.

Inscrite dans les engagements internationaux de l'Algérie en matière de biodiversité et de développement durable, cette stratégie vise à renforcer le dispositif national de préservation de la biodiversité à travers des mesures destinées à stopper et inverser la perte des écosystèmes, protéger les espèces menacées, restaurer les milieux naturels dégradés et valoriser durablement les services écosystémiques.

Le projet de la stratégie nationale pour la biodiversité (2025-2030) prévoit également l'intégration des enjeux de biodiversité dans les politiques sectorielles, le renforcement de la gouvernance environnementale, ainsi que l'implication des collectivités locales, de la société civile et du secteur économique".

RA

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

L'ALGÉRIE ET LE NIGER RESSERRENT LEURS LIENS DANS LES HYDROCARBURES

Une délégation de haut rang conduite par Hamadou Tini, ministre du Pétrole du Niger, est arrivée hier mardi à Alger pour une visite de travail. Composée de responsables et de cadres issus de son ministère ainsi que de la Société nigérienne du pétrole (Sonidep), cette délégation a été reçue par Mohamed Arkab, ministre d'Etat chargé des Hydrocarbures, dans le salon d'honneur présidentiel de l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger, selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

Par Youcef Hamidi

Ce déplacement découle directement des directives du président Abdelmadjid Tebboune, qui entend consolider les liens fraternels, de coopération et de partenariat unissant l'Algérie et le Niger, tout en approfondissant la concertation et la coordination bilatérale dans des secteurs d'intérêt partagé, au premier rang desquels figurent les hydrocarbures. Le ministre nigérien prendra également part aux travaux de la 5e réunion ministérielle du Comité de pi-



lotage du gazoduc transsaharien (TSGP), qui réunira à Alger les ministres des hydrocarbures des trois pays concernés : l'Algérie, le Niger et le Nigeria.

Au-delà de l'agenda technique, cette visite témoigne, selon la même source, d'une volonté partagée par les deux nations de dynamiser leur coopération bilatérale et de faire avancer des projets structurants à portée régionale, au bénéfice du développement économique et de l'intégration énergétique du continent africain.

Y.H

DES FILIALES DE SONATRACH SIGNENT DES MÉMORANDUMS D'ENTENTE AVEC LA SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE SONIDEP

Des filiales du groupe Sonatrach ont signé, mardi à Alger, trois mémorandums d'entente avec la Société nationale nigérienne du pétrole (Sonidep), portant sur la création d'une joint-venture pour la réalisation des travaux de forage au Niger, les activités de traitement des données sismiques, ainsi que sur la coopération dans le domaine des produits pétroliers.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, le ministre du Pétrole de la République du Niger Hamadou Tini, du PDG du groupe Sonatrach Nour Eddine Daoudi, ainsi que de cadres des compagnies des deux pays.

Ainsi, le premier mémorandum d'entente a été signé entre l'Entreprise nationale de géophysique (Enageo) et Sonidep et relatif à l'acquisition et le traitement des données sismiques sur le territoire nigérien. Il a été signé par Hakim Is-

solah, PDG Enageo et Ali Saïbou Hassan, Directeur général de la compagnie nigérienne.

Le second mémorandum a été paraphé entre l'Entreprise nationale de forage (Enafor) et Sonidep et porte sur la création d'une Joint-Venture (JV) pour la réalisation des travaux de forage pétrolier et gazier sur le territoire nigérien. Le document a été signé par Brahim Hammoudi PDG de la filiale de Sonatrach et le Dg de la société nigérienne.

Quant au troisième mémorandum d'entente, il a été conclu entre la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) et Sonidep et concerne la coopération dans le domaine de la distribution des produits pétroliers au Niger.

Le document a été paraphé par Djamel Cheroud PDG de Naftal et le Directeur Général de Sonidep.

Dans une allocution prononcée à cette occa-

sion, M. Daoudi a souligné que les mémorandums signés s'inscrivent dans le cadre de la vision stratégique adoptée par l'Algérie pour renforcer sa position en tant que moteur du développement et de l'intégration sur le continent africain, à travers le soutien aux grands projets structurants, le développement des infrastructures énergétiques et l'intensification des échanges économiques entre les pays africains.

De son côté, le directeur général de la Sonidep a salué le partenariat concrétisé par les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, exprimant, lors de son intervention, sa "gratitude" aux présidents des deux pays pour la dynamique qu'ils ont insufflée aux relations bilatérales conformément à une volonté commune, laquelle se traduit par des projets concrets.

RE

COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE SERVIRA EN TANZANIE

Une délégation du "Cluster des industries électriques d'Algérie" en Tanzanie pour le transfert de l'expérience algérienne dans le domaine de l'électricité

Une délégation du Cluster Industriel électriques d'Algérie (CIEL) effectue une visite de travail de quatre jours en République-Unie de Tanzanie, a-t-on, appris, mardi, auprès de ce groupement industriel.

Cette visite vise à transférer l'expérience algérienne dans le domaine de l'électricité et à examiner les opportunités de coopération et d'investissement entre les deux parties, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au renforcement de la présence de l'Algérie sur les marchés régionaux de l'énergie et au soutien du partenariat Sud-Sud, indique-t-on de même source.

Le vice-président du Cluster des industries électriques d'Algérie, Mohamed Khalifa, a déclaré à l'APS que les rencontres qui ont débuté hier (lundi), avec le Conseil de l'Energie Rurale (REB) et la direction de l'Agence de l'Energie Rurale (REA) à Dar Es-Salam, "ont permis d'explorer les opportunités d'investissement et de coopération entre les deux pays dans le secteur de l'énergie, en particulier dans les domaines de la fabrication d'équipements électriques et de la réalisation d'infrastructures énergétiques".

"Ces réunions ont été l'occasion de passer en revue les capacités industrielles et

l'expertise technique de l'Algérie, ainsi que d'examiner les perspectives de mise en place de partenariats et de projets conjoints susceptibles de contribuer au développement durable et d'élargir l'accès aux services énergétiques modernes dans les zones rurales de Tanzanie", a ajouté la même source.

Dans le cadre de cette même visite, des réunions ont été tenues, mardi, avec les responsables de la Société nationale d'électricité de Tanzanie (TANESCO) pour examiner les voies de coopération dans les domaines de la commercialisation et de la production d'équipements électriques, ainsi que la réalisation de réseaux intelligents et de la numérisation.

Des discussions ont également eu lieu avec la Société tanzanienne de développement du pétrole (TPDC), a précisé M. Khalifa.

La délégation participera, à partir de demain (mercredi) et jusqu'au 5 juin courant, au Sommet de l'investissement de Zanzibar (Tanzanie), organisé par l'Autorité de promotion des investissements de Zanzibar, a conclu la même source.

Pour rappel, le Cluster des industries électriques d'Algérie, en tant que groupement professionnel dédié au développement des industries nationales dans ce domaine et à l'augmentation de leur contribution aux exportations hors hydrocarbures, regroupe plus de 160 industriels 13 laboratoires, 65 entreprises de réalisation, 59 bureaux d'études techniques et près de 6 500 entreprises spécialisées dans les travaux électriques.

RE

PRODUCTION NATIONALE DE PIÈCES DE RECHANGE ET D'ACCESSOIRES AUTOMOBILES UN SALON DÉDIÉ À AIN M'LILA

La 1ère édition du Salon de la production nationale de pièces de rechange et d'accessoires automobiles a été inaugurée, mardi, dans la commune d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi), avec la participation de plus de 40 exposants venus de nombreuses wilayas du pays.

Cette manifestation économique, placée sous le slogan "Nos produits construisent notre économie", est organisée par la direction régionale du commerce (région de Batna) en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie Sidi Rghis de la wilaya d'Oum El Bouaghi, sous le patronage du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

La cérémonie d'ouverture de cet événement de trois jours a eu lieu en présence du directeur général de la régulation et de l'organisation du marché national au sein du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Ahmed Mokrani, représentant le ministre du secteur, Amel Abdelatif, ainsi que du wali d'Oum El Bouaghi, Ben Abdallah Chaïb Eddour et de plusieurs responsables locaux.

Après avoir visité les pavillons du salon, M. Mokrani a fait part, dans une déclaration à la presse, du "développement important observé en matière de fabrication de pièces de rechange et d'accessoires automobiles, tel que démontré par les produits présentés par les exposants", soulignant que l'Algérie dispose d'atouts

considérables à même de dynamiser ce secteur industriel majeur qui contribue au développement de la production nationale.

Il a également estimé que les opérateurs économiques et les fabricants de pièces détachées et d'accessoires automobiles ont atteint "un haut niveau de précision qui fait que leurs produits, conformes aux normes et aux critères internationaux, sont comparables aux produits importés et participent ainsi à la réduction des importations de pièces de rechange".

M. Mokrani a par ailleurs salué la forte participation des opérateurs économiques et des producteurs de la wilaya d'Oum El Bouaghi et d'ailleurs, dont le nombre est de 43 exposants, dont 20 de la seule commune d'Ain M'lila, ce qui constitue, selon lui, « un stimulant et une motivation supplémentaire pour la promotion de cette industrie nationale, tout en constituant une opportunité de rencontre et de mise en relation entre opérateurs économiques activant dans le secteur de la fabrication de pièces de rechange".

Plusieurs participants, approchés par l'APS, ont souligné l'importance de ce type d'événements économiques qui leur permettent de faire connaître leurs productions et d'entrer en contact et d'échanger avec des producteurs de différentes wilayas du pays.

RE

SAISON ESTIVALE À ORAN

254 AGENTS FORMÉS À L'ACCUEIL SUR LES PLAGES

Une formation a débuté lundi dernier à Oran à destination de 254 personnes venues de plusieurs centres et instituts professionnels spécialisés dans l'enseignement et la formation, sur le thème de l'accueil des touristes et de leur accompagnement sur les plages durant l'été.

Par Saïd Slimani

En ouvrant cette session à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle Chahid Khedari Hassni – Oran Est, Sid Ahmed Belarbi, responsable de la gestion des affaires à la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels, a déclaré que « cette session, qui rassemble 254 stagiaires et apprentis venant de divers établissements de formation, représente une contribution majeure du secteur à la réussite et à l'animation de la période estivale ».

Selon lui, cette démarche s'inscrit dans l'application des directives du wali Brahim Ouchene, lequel a exigé que ce secteur

important participe à l'organisation des opérations d'accueil des estivants et de leur prise en charge sur les plages, afin de garantir le succès de la saison estivale.

Il a également rappelé la volonté du premier responsable de la wilaya de rassembler tous les moyens matériels et logistiques pour mener à bien cette initiative.

De son côté, Mourad Bourabeh, encadrant de cette formation d'environ quinze jours, a expliqué que le programme abordera plusieurs thèmes : l'accueil des estivants, l'information, l'orientation, ainsi que les gestes de premiers secours.

Il a précisé que la partie théorique durera cinq jours, tandis que la mise en pratique se déroulera sur dix jours directement sur les plages, après la fin de la formation théorique.

Quant à Leïla Ayoun, enseignante spécialisée en formation professionnelle et également formatrice, elle a estimé que ce programme qualitatif est une première au niveau national dans la formation d'animateurs de plages issus du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, visant à assurer le succès de la saison estivale.

A.B

RENDEZ-VOUS TOURISTIQUE À CONSTANTINE
50 EXPOSANTS ATTENDUS À CIRTA SIAHA 2026

Une cinquantaine d'exposants, venus d'Algérie et de divers pays étrangers, participeront à la 8e édition du Salon international du tourisme et des voyages « Cirta Siahia 2026 », qui se tiendra du 15 au 17 juin prochain à Constantine, a annoncé mardi Rachid Yaïci, président de l'Office local du tourisme.

D'après la même source, la Tunisie et la Libye figurent parmi les nations africaines attendues à cet événement, signe de l'intérêt grandissant suscité par ce rendez-vous qui devient, édition après édition, un moment clé pour les acteurs du tourisme et des voyages.

Organisé en partenariat avec la direction du tourisme et de l'artisanat ainsi qu'avec le Club des opérateurs en tourisme, ce salon réunira des professionnels du secteur, des voyageurs, des hôteliers, des investisseurs et des représentants institutionnels venus des différentes régions du pays pour valoriser leurs services et chercher de nouvelles possibilités de coopération, a précisé M. Yaïci. Cette édition, qui se déroule sous le thème « L'investissement dans le tourisme, levier de l'économie nationale », entend faire découvrir les richesses touristiques de l'Algérie et encourager le partage d'expériences entre opérateurs locaux et

étrangers, selon la même source.

M. Yaïci a estimé que l'événement sera aussi un lieu d'échange dédié à la mise en avant de la destination Algérie et au renforcement de la coopération dans le domaine touristique.

Le salon proposera par ailleurs un programme diversifié, incluant des conférences, des rencontres professionnelles et des présentations de projets d'investissement, afin de stimuler l'attractivité du secteur et de soutenir les initiatives créatrices d'emplois et de valeur ajoutée, a ajouté la même source.

S.S

MOSTAGANEM
QUATRE MICRO-ZONES D'ACTIVITÉS
BIENTÔT LANCÉES

Par Kahina Baghdad

Un communiqué de la cellule d'information et de communication du cabinet du wali annonce, mardi, que des chantiers d'aménagement concernant quatre micro-zones d'activités vont prochainement démarrer dans quatre communes de la wilaya de Mostaganem. La même source précise que le wali, Ahmed Boudouh, a dirigé lundi une réunion de coordination des services de l'exécutif consacrée à l'état de ces futures micro-zones, dont l'implantation est prévue à Sidi Ali, Achâacha (est de Mostaganem), Hassi Mameche (El Haciane) et Stidia (ouest de Mostaganem).

À ce propos, le wali a souligné que la création de ces espaces économiques a pour but d'accompagner la dynamique de développement que connaît la wilaya, en relançant l'économie locale par l'ouverture de nouvelles surfaces dédiées à l'investissement. Après avoir constaté l'achèvement de toutes les formalités administratives relatives à

ces zones et la finalisation des études d'aménagement, le wali a décidé d'accorder une enveloppe de 50 millions de DA pour les connecter aux différents réseaux essentiels (eau, assainissement, électricité, gaz, télécommunications), ajoute le communiqué, qui précise que les travaux d'aménagement « débiteront dès la semaine prochaine ». Concernant le lotissement de ces zones en parcelles destinées aux investisseurs, le premier responsable de la wilaya a insisté sur la nécessité d'une coordination entre la direction de l'Urbanisme et les divers établissements et organismes concernés, afin d'aboutir à un découpage répondant aux attentes des investisseurs et aux besoins du marché local, indique la même source. Par ailleurs, le wali a ordonné la création d'une base de données complète recensant le foncier économique disponible dans toute la wilaya, ainsi que la mise en place d'une commission spécialisée chargée d'examiner et de traiter les demandes d'investissement déposées, conclut le communiqué.

K.B

BOUIRA
RACCORDEMENT DE 112 FOYERS AU RÉSEAU
DE GAZ NATUREL À AHNIF

Au total 112 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel à travers onze villages enclavés et relevant de la commune d'Ahnif, (Est de Bouira), dans le cadre du programme de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CSGCL), rapporte mardi un communiqué de la direction de distribution.

Réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'état dans sa partie relative au raccordement au réseau du gaz naturel, ce projet a été mis en service par les autorités locales de la wilaya à Ahnif pour alimenter en gaz 112 foyers répartis sur onze villages enclavés et qui relèvent de la commune d'Ahnif.

Les foyers raccordés au réseau du gaz naturel se situent dans les villages d'Ighrem, Ahnif centre,

Aksim, Tafodilt, Chikh Left, Tikramtath, Akourrab, Thamelath, Tikesray, Ighil Oumeziav et Ighil Nath Amer relevant de la commune de Ahnif, est-il précisé.

Selon la même source, ce projet a nécessité la réalisation d'un réseau de distribution du gaz d'une longueur de 19,5 km pour une enveloppe financière à hauteur de 21 millions de dinars.

Les projets similaires réalisés durant les dix dernières années à travers plusieurs localités et communes de la wilaya portent le taux de couverture en matière de raccordement au réseau du gaz à plus de 96 %, selon les dernières statistiques fournies récemment à l'APS par la même direction.

R.R

OUM EL BOUAGHI
PLUS DE 100
MILLIONS DE DA
POUR ÉQUIPER
DE NOUVEAUX
ÉTABLISSEMENTS
SCOLAIRES

Une enveloppe financière estimée à 119,9 millions de dinars (DA) a été allouée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour l'équipement de plusieurs nouveaux établissements scolaires, a-t-on appris auprès de la direction de l'éducation.

Ce montant, qui s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2026, est destiné à équiper deux groupes scolaires, un collège d'enseignement moyen (CEM), un lycée et 16 classes d'extension, en plus de trois terrains de sport, a précisé à l'APS, le chef du service de la programmation et du suivi de la même direction, Hichem Berhail.

Selon la même source, ces dotations concernent des équipements pédagogiques et administratifs, tels que des tables, des chaises, du mobilier de bureau ainsi que du matériel informatique, destinés à ces infrastructures scolaires dont l'ouverture est prévue au titre de la rentrée scolaire 2026-2027.

M. Berhail a ajouté, dans le même contexte, que huit groupes scolaires, quatre CEM et un lycée devraient être mis en service dans plusieurs communes de la wilaya à partir de la prochaine rentrée scolaire.

R.R

MALGRÉ UNE CONSOMMATION DES MÉNAGES ENCORE DYNAMIQUE

LE CANADA BASCULE EN RÉCESSION TECHNIQUE

L'économie canadienne a traversé un début d'année 2026 particulièrement difficile. Après avoir enregistré un nouveau recul de son activité au premier trimestre, le pays entre officiellement en récession technique, une situation qui ne s'était pas produite depuis la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 en 2020.

Par Nawal Bordji

Cette évolution met en lumière les fragilités d'une économie qui, malgré une certaine capacité de résistance au cours des derniers mois, subit désormais les conséquences d'un environnement commercial international incertain et d'un ralentissement marqué des investissements. Selon les données publiées par Statistique Canada, le produit intérieur brut (PIB) réel est demeuré pratiquement inchangé entre janvier et mars 2026. En rythme annualisé, l'activité économique a toutefois affiché une légère contraction de 0,1 %. Cette baisse succède à celle enregistrée au quatrième trimestre de 2025, révisée à -1 %, ce qui signifie que l'économie canadienne a connu deux trimestres consécutifs de recul. Cette succession de contractions correspond à la définition la plus couramment utilisée de la récession technique. Ces résultats ont surpris les observateurs. La plupart des économistes anticipaient au contraire une reprise de l'activité au cours des premiers mois de l'année, avec une croissance estimée autour de 1,5 %. L'écart entre les prévisions et les chiffres finalement publiés illustre l'ampleur des difficultés auxquelles fait face l'économie canadienne.

Pendant plus d'un an, le Canada est parvenu à absorber relativement bien les effets des tensions commerciales internationales et des mesures tarifaires imposées sur plusieurs secteurs stratégiques. Toutefois, les conséquences indirectes de ces politiques protectionnistes ont progressivement commencé à se faire sentir. L'incertitude entourant les échanges commerciaux a conduit de nombreuses entreprises à reporter ou à réduire leurs projets d'investissement. Dans le même temps, les recrutements ont ralenti, certaines dépenses ont été différées



et les pressions inflationnistes ont continué d'affecter le pouvoir d'achat des ménages. L'investissement apparaît aujourd'hui comme le principal point faible de l'économie canadienne. Les dépenses des entreprises ont diminué pour un cinquième trimestre consécutif, révélant un manque de confiance persistant dans les perspectives économiques à moyen terme. Les investissements publics ont également enregistré un recul, privant l'économie d'un important levier de soutien à l'activité.

La baisse observée au mois de mars illustre clairement cette tendance. Statistique Canada attribue principalement la contraction de 0,1 % du PIB à l'affaiblissement des industries liées à l'extraction des ressources naturelles ainsi qu'au ralentissement du secteur de la construction. Ces deux activités occupent une place importante dans l'économie nationale et leur repli a contribué à freiner la croissance globale.

Face à cette situation, les ménages canadiens ont joué un rôle essentiel pour limiter l'ampleur du ralentissement. Les dépenses de consommation ont continué d'augmenter, notamment dans les secteurs de l'alimentation et de certains services financiers. Cette progression de la demande intérieure a permis d'atténuer les effets négatifs de la faiblesse des

investissements et de soutenir une partie de l'activité économique.

Plusieurs économistes soulignent toutefois que cette résistance de la consommation repose sur des bases fragiles. Selon David-Alexandre Brassard, économiste en chef à CPA Canada, les consommateurs soutiennent actuellement l'économie en puisant davantage dans leur épargne. Une telle situation ne peut cependant pas durer indéfiniment. À ses yeux, l'absence d'une reprise de l'investissement privé ou d'un renforcement des dépenses publiques prive le pays de véritables moteurs de croissance capables d'assurer une expansion durable.

Les perspectives à court terme demeurent donc incertaines. Certes, la remontée des prix du pétrole observée en avril a offert un soutien temporaire à certains secteurs économiques. Cependant, ce répit pourrait être rapidement compromis par le renforcement des barrières tarifaires sectorielles imposées par les États-Unis, un partenaire commercial essentiel pour le Canada. Toute nouvelle restriction des échanges risquerait d'accentuer les difficultés déjà rencontrées par les entreprises canadiennes.

Malgré ce contexte préoccupant, certains indicateurs laissent entrevoir une amélioration. Les estimations préliminaires de Statistique Canada indiquent que le PIB aurait progressé de 0,4 % en

avril. Si cette tendance se confirme au cours des prochains mois, elle pourrait marquer le début d'un rebond de l'activité économique au deuxième trimestre.

Cette possibilité explique pourquoi plusieurs experts refusent encore de parler d'une véritable récession économique au sens large. Jimmy Jean, économiste en chef chez Desjardins, estime notamment que le ralentissement observé n'est pas suffisamment généralisé pour être comparé aux récessions traditionnelles. Selon lui, une véritable récession se caractérise généralement par une détérioration simultanée de nombreux secteurs d'activité, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Les données disponibles pour le trimestre en cours laissent même envisager une reprise graduelle de la croissance.

Cette analyse est partagée par le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, qui souligne que plusieurs indicateurs économiques demeurent favorables dans la province. Toutefois, les experts rappellent que le Québec est davantage exposé aux mesures tarifaires américaines que d'autres régions canadiennes. Cette dépendance explique pourquoi un plus grand nombre de secteurs y montrent actuellement des signes de faiblesse.

R.T

CULTURE DE MAÏS

FUTUR FER DE LANCE DE L'ÉCONOMIE SUD-AFRICAINE ?

Premier fournisseur africain de maïs, le pays confirme son leadership continental pour cette céréale. Alors que s'ouvre la saison d'écoulement 2026/2027, la profession ambitionne déjà d'accroître ses parts à l'international.

L'État pourrait écouler près de 3 millions de tonnes de maïs durant cet exercice commercial entamé en mai, selon Wandile Sihlobo, expert principal de l'Agbiz (Chambre agricole), dans une note du lundi 25 mai.

Un tel volume, s'il est atteint, représenterait une progression de 50 % par rapport aux 2 millions de tonnes envoyées lors de la période antérieure. Cette dynamique attendue s'explique par une production excédentaire, précise-t-il.

L'Agbiz évalue la moisson 2025/2026 à 16,8 millions de tonnes, chiffre sans précédent en hausse de 1 % sur un an, venant gonfler des stocks déjà conséquents. Avec une demande

interne annuelle d'environ 12 millions de tonnes, le pays dégage ainsi un surplus massif pour l'étranger.

Les autorités prévoient aussi une montée des besoins sur les débouchés traditionnels d'Afrique australe, zone sujette aux sécheresses. « Une forte demande pourrait surgir localement, certains États risquant des déficits liés à El Niño, ce qui grèverait leurs récoltes futures », note M. Sihlobo.

Rappelons que le Zimbabwe s'est imposé comme premier acheteur du maïs sud-africain en 2025/2026, avec 39 % des flux exportés, soit 780 770 tonnes.

Une conjoncture complexe pour l'export. Au-delà des projections pour 2026/2027, cette hausse espérée marquerait surtout un redressement après plusieurs années de baisse.

Les données de l'Agbiz montrent en effet que les ventes ont dégringolé d'un maximum historique

de 4,1 millions de tonnes en 2021/2022 à seulement 2 millions en 2025/2026, soit une chute de 51 %. Ce repli traduit aussi un moindre intérêt pour l'origine sud-africaine.

Parmi les causes de ce déclin sur certains marchés classiques, comme l'Asie lointaine, l'Agbiz pointe l'offre mondiale abondante et bon marché, frein majeur à la percée. « Cela a diminué l'utilité d'importer depuis un pays aussi lointain que l'Afrique du Sud », explique M. Sihlobo.

Dans ce cadre, l'Agbiz juge nécessaire d'intégrer davantage la filière maïs dans les stratégies de soutien aux exportations agricoles. L'enjeu pour le pays est désormais de renforcer et de varier ses débouchés afin d'absorber durablement des volumes croissants. En 2025, les expéditions de maïs ont rapporté 760 millions USD, soit 5 % des recettes agricoles à l'export.

N.B

CRIMES DE GUERRE AU PROCHE-ORIENT

LA RUSSIE HAUSSE LE TON ET EXIGE LE RETRAIT DES SIONISTES DU LIBAN

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie a fermement condamné les actions militaires menées par l'entité sioniste au Liban. Elle a exigé le retrait immédiat des forces sionistes du territoire libanais, estimant qu'un cessez-le-feu véritable ne peut être envisagé sans cette condition préalable.

Par Rihab Taleb

Cette situation est présentée comme la répétition du scénario de Gaza, où les bombardements et l'invasion ont provoqué une catastrophe humanitaire. Depuis octobre 2023, les crimes commis par l'armée sioniste à Gaza et au Liban ont atteint une ampleur dramatique. À Gaza, les bombardements incessants ont tué plus de 69 000 Palestiniens, dont 21 500 enfants. Plus de 183 000 personnes ont été blessées, parmi lesquelles 46 500 enfants. Beaucoup ont été amputés ou rendus handicapés à vie. Les hôpitaux ont été délibérément ciblés : Al-Shifa, Al-Quds, Nasser et d'autres établissements ont été bombardés ou assiégés, privant les blessés de soins et transformant des lieux de vie en ruines. Les personnels médicaux n'ont pas été épargnés ; près de 200 employés de l'UNRWA ont été tués, ainsi que plus de 100 journalistes.

Au Liban, les bombardements israéliens ont causé plus de 4 000 morts, parmi lesquels des centaines de civils et d'enfants. Les villages du sud ont été ravagés, les infrastructures vitales détruites et des dizaines de milliers de familles déplacées. Les frappes ont visé des écoles, des dispensaires et même des convois humanitaires. Les cessez-le-feu annoncés n'ont jamais été respectés.

À Gaza, malgré les trêves négociées, les bombardements ont continué, frappant des zones civiles et empêchant l'acheminement de l'aide humanitaire. Les camions de nourriture et de médicaments sont restés bloqués aux frontières, aggravant la famine : des enfants sont morts de malnutrition et de manque de soins. Au Liban, la situation est similaire ; les attaques se poursuivent malgré les appels internationaux, et la population vit dans une peur permanente.

La situation humanitaire est devenue insou-



tenable. À Gaza, plus de deux millions de personnes vivent sous blocus, privées d'eau potable, d'électricité et de nourriture. Les réseaux d'eau ont été détruits, provoquant des épidémies. Les familles survivent avec quelques dattes ou un morceau de pain par jour. Les enfants souffrent de malnutrition sévère ; certains meurent faute de lait ou de médicaments. Les écoles ont été transformées en abris pour les déplacés, mais elles-mêmes sont bombardées. Plus de 1,7 million de personnes ont été déplacées de force, entassées dans des camps improvisés, sans hygiène ni sécurité.

Au Liban, les bombardements ont détruit des villages entiers, laissant des milliers de familles sans toit. Les hôpitaux du sud sont débordés, incapables de soigner tous les blessés. Les routes et les ponts ont été ciblés, isolant les populations et compliquant l'acheminement de l'aide. Les enfants vivent dans la peur constante, traumatisés par les explosions et la perte de leurs proches.

Ces crimes ne se limitent pas aux morts immédiates. Ils laissent derrière eux des générations traumatisées. Des milliers d'enfants sont devenus orphelins ; d'autres vivent avec des handicaps irréversibles. La destruction massive des hôpitaux, des écoles et des logements condamne même les survivants à une vie de souffrance et de précarité. Les bombardements ont aussi anéanti les réseaux d'eau et d'électricité, plongeant des millions de personnes dans l'obscurité et la soif.

Il faut également mesurer l'impact psycholo-

gique et social de ce conflit. À Gaza, des milliers d'enfants souffrent de traumatismes sévères : cauchemars, crises d'angoisse, mutisme, perte de repères.

Les écoles, quand elles ne sont pas bombardées, servent d'abris pour les déplacés, privant ainsi une génération entière d'éducation. Plus de 80 % des établissements scolaires ont été endommagés ou détruits, compromettant l'avenir de centaines de milliers d'élèves. Les universités ont également été ciblées, effaçant des années de travail et de savoir. Les familles survivent dans des camps improvisés, sans hygiène, exposées aux maladies et aux épidémies. Les femmes enceintes n'ont plus accès aux soins, et des centaines de nourrissons sont morts faute d'incubateurs ou de médicaments. Au Liban, les bombardements ont détruit des terres agricoles, provoquant une crise alimentaire, tandis que les populations déplacées s'entassent dans des conditions précaires. Les attaques ont également visé les infrastructures électriques et hydrauliques, plongeant des régions entières dans le noir et la soif.

Les crimes commis par l'entité sioniste depuis octobre 2023, à Gaza et au Liban, doivent rester au centre de l'attention internationale. Ils ne constituent pas seulement des violations du droit international : ils représentent des attaques directes contre l'humanité elle-même. Ce ne sont pas uniquement des opérations militaires — ce sont des assauts contre la vie quotidienne, contre l'avenir et contre la dignité humaine.

R.T

VIOLENCES EN PALESTINE OCCUPÉE

L'ONU ALERTE SUR LE TERRORISME DES COLONS ET LE RISQUE D'ÉPURATION ETHNIQUE

Des experts de l'ONU s'alarment de la recrudescence des actes de terrorisme perpétrés par les colons sionistes dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Al-Qods-Est, ainsi que du risque existentiel que ces violences font peser sur la présence des Palestiniens sur leur terre.

Par Karim Akli Daoudi

« Les attaques incessantes des colons, menées avec le soutien de l'entité sioniste, sont devenues une terreur quotidienne pour les Palestiniens, semant la peur, l'incertitude et une profonde insécurité qui contraignent inévitablement la population autochtone au déplacement forcé », ont déclaré ces experts dans un communiqué publié lundi.

Selon Francesca Albanese, Alexandra Xanthaki et Koldo Casla, « l'escalade de la violence, perpétrée en toute impunité, sert d'instrument de coercition entre les mains de la puissance occupante, facilitant ainsi le nettoyage ethnique ». Les experts ont constaté une forte augmentation du nombre de Palestiniens tués ou blessés lors d'attaques de colons en 2026. « La brutalité des colons a atteint des niveaux sans précédent cette année, avec au moins treize Palestiniens tués et près de cinq cents blessés en

cinq mois. Ces chiffres dépassent ceux des années précédentes », ont-ils affirmé.

Bien qu'aucune partie de la Cisjordanie n'ait été épargnée, la poursuite des déplacements de populations palestiniennes expose environ 663 km² de terres à une expansion accrue des colonies. Les communautés palestiniennes de la zone C — qui reste sous contrôle militaire et civil sioniste total — sont touchées de manière disproportionnée. Cette situation est particulièrement critique dans la vallée du Jourdain et les collines du sud d'Hébron (El-Khalil), où les populations subissent de plein fouet les violences et les déplacements. Dans des localités comme Masafer Yatta, les raids quasi quotidiens menés par les colons sionistes et les forces d'occupation font désormais partie intégrante du quotidien.

« La violence est utilisée comme un outil calculé et ciblé pour priver les Palestiniens d'accès aux services essentiels, aux terres agricoles et aux pâturages, dans le but ultime de rompre leur lien avec la terre », ont déclaré les experts.

Le village d'Umm al-Kheir, dans les collines du sud d'Hébron, en est un exemple frappant. Il est désormais encerclé par la co-

lonie de Carmel et un nouvel avant-poste dont la construction a débuté en juillet 2025. La communauté y a subi des coupures d'eau et d'électricité répétées, des démolitions et des attaques violentes de la part des colons.

Selon les experts, la récente escalade régionale a détourné l'attention internationale des réalités qui se déroulent dans le territoire palestinien occupé. « Face à l'absence de réaction et de condamnation, l'entité sioniste continue d'éroder irréversiblement le droit des Palestiniens à l'autodétermination, pourtant inscrit dans le droit international », ont-ils averti.

Les experts exigent, à ce titre, de l'entité sioniste qu'elle « cesse immédiatement » de faciliter la violence des colons et les déplacements forcés de population, notamment par un soutien financier, militaire, législatif et politique aux colonies et avant-postes. Ils demandent également qu'elle garantisse que les auteurs d'attaques de colons rendent des comptes et que les communautés palestiniennes soient effectivement protégées.

KAD

SMARTPHONES

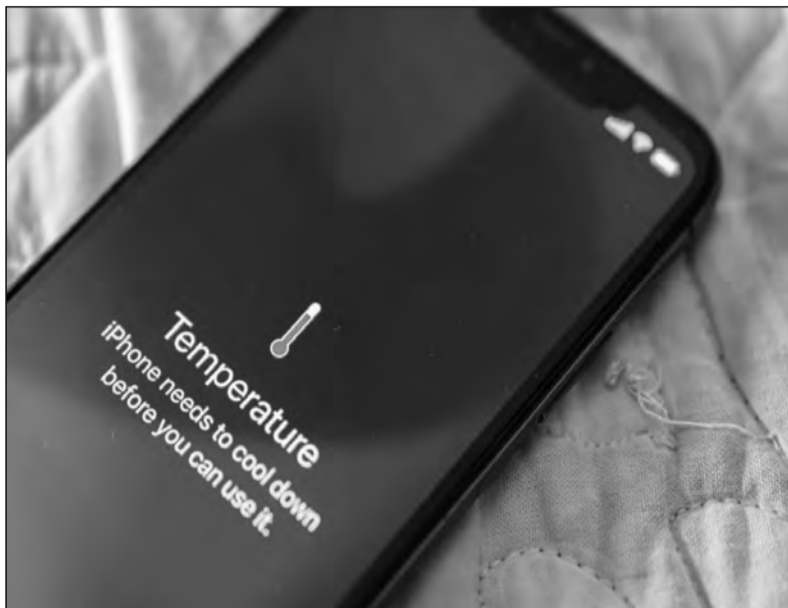
LA COURSE AU REFROIDISSEMENT S'ACCÉLÈRE

La surchauffe n'est plus un simple désagrément pour les utilisateurs de smartphones : elle est devenue un enjeu majeur pour l'industrie. Elle réduit les performances et accélère le vieillissement des batteries. Pour y faire face, les constructeurs testent désormais des solutions actives, comme le refroidissement liquide, afin de contenir la chaleur générée.

Par Yakout Abina

Les smartphones d'aujourd'hui deviennent de plus en plus puissants : des écrans très lumineux, une puce surpuissante et même des fonctions d'intelligence artificielle. Tout cela dans des boîtiers de plus en plus fins. Mais cette évolution pose un défi technique : celui de la chaleur. Trop de chaleur peut abîmer la batterie ou rendre l'appareil difficile à utiliser. Pendant longtemps, les marques se sont surtout battues sur la qualité des photos, l'autonomie ou le design. Mais un autre défi prend de l'importance : comment refroidir efficacement ces appareils ?

Lors d'un séminaire organisé fin mai dernier, un responsable du centre de recherche de Samsung a annoncé que l'entreprise travaillait sur un système de refroidissement liquide actif pour ses futurs modèles.



Ce serait une première pour la marque et une nouvelle étape dans la course à la performance des smartphones. Park Min, chef de laboratoire au centre de recherche de Samsung, a présenté une nouvelle approche pour refroidir les smartphones. Plutôt que d'utiliser un ventilateur, jugé trop bruyant et complexe, l'entreprise mise sur une boucle scellée et silencieuse où circule un liquide directement relié au processeur. Afin d'y parvenir, Samsung a constitué une équipe spécialisée, regroupant des spécialistes en design, des procédés et des matériaux, pour travailler sur ce nouveau chantier technologique. À ce stade,

rien n'a quitté le laboratoire, aucun modèle n'est annoncé, et aucune date n'est fixée. En réalité, le terrain n'est pas totalement inédit. Les smartphones conçus pour le jeu ont déjà exploré cette voie. Le RedMagic 11 Pro intègre une micropompe céramique capable de faire circuler un liquide dans des canaux microscopiques, en complément d'une chambre à vapeur et d'un ventilateur atteignant 24 000 tours par minute. Apple, de son côté, a introduit sa première chambre à vapeur sur l'iPhone 17 Pro à l'automne 2025, confirmant que la compétition autour de ces solutions de refroidissement est désormais ouverte et que personne ne souhaite prendre de

retard.

La chaleur est devenue l'un des principaux défis pour les smartphones. Lorsqu'un appareil dépasse un certain seuil thermique, la puce réduit volontairement sa fréquence afin d'éviter les dommages : c'est le phénomène de throttling. En conséquence, les performances chutent après quelques minutes de jeu ou lors d'un export vidéo. Plus la température augmente, plus l'efficacité de la puce diminue. C'est précisément ce lien entre température et performances que souligne Park Min. Pas que ! La chaleur affecte également l'un des composants les plus surveillés : la batterie. Selon une étude scientifique, une cellule lithium-ion perd environ 4 % de sa capacité après 260 cycles à 25 °C, mais plus de 13 % à 55 °C. En d'autres termes, une batterie soumise à des températures élevées vieillit près de trois fois plus vite. Refroidir un smartphone ne se limite donc pas à gagner des images par seconde, c'est aussi préserver son autonomie sur le long terme.

Le problème de surchauffe prend aujourd'hui une ampleur inédite. Trois grands consommateurs d'énergie se sont imposés dans des boîtiers toujours plus fins : des puces de plus en plus puissantes, des écrans OLED plus lumineux, et surtout l'intelligence artificielle désormais exécutée en local, directement sur le smartphone. Faire cohabiter ces éléments sans provoquer de montée en température relève désormais d'un véritable exercice d'équilibriste.

Y.A

BRIDAGE PROGRAMMÉ SUR MAC OFFICE 2019 ET 2021, BIENTÔT BLOQUÉS PAR MICROSOFT

Par Salim Nait Ouguelmim

Les possesseurs d'Office 2019 ou 2021 sur macOS risquent d'être déçus. Bien que leur licence perpétuelle permette en théorie d'utiliser la suite bureautique sans limite sur leur Mac, celle-ci deviendra bientôt inutilisable à cause d'un blocage délibéré imposé par Microsoft. Microsoft aime jouer avec le feu. La firme de Redmond vient de confirmer l'incroyable dans une page d'aide dédiée à Office 2019 et 2021 pour macOS. Des utilisateurs ayant acheté une licence perpétuelle, censée leur offrir une utilisation à vie de la suite sur leur Mac, ne pourront bientôt plus pleinement profiter des applis. Microsoft va volontairement les restreindre pour les forcer à effectuer des mises à jour.

Office basculera en mode lecture seule

À partir du 13 juillet prochain, les versions d'Office 2019 et 2021 à licence perpétuelle, ainsi que les abonnements Microsoft 365 sur macOS, verront leur certificat numérique de validation de licence expirer. Microsoft explique que ces versions non mises à jour passeront en « mode à fonctionnalités réduites ».

« À compter du 13 juillet 2026, certains utilisateurs peuvent remarquer que les applications Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook ou OneNote) peuvent ouvrir et imprimer des fichiers, mais qu'elles ne peuvent pas modifier, enregistrer ou créer de nouveaux fichiers, appelé "mode à fonctionnalités réduites". Cela se produit lorsque la prise en charge des applications Microsoft Office n'est plus maintenue pour les anciens systèmes d'exploitation ou appareils. » détaille Microsoft.

En clair, Word, Excel ou PowerPoint ne pourront plus éditer, enregistrer ou créer de documents. Une fois en mode réduit, vous ne pourrez qu'ouvrir et

consulter vos fichiers existants.

L'expiration des certificats ne concernant que la validation de la licence, vos fichiers restent sécurisés et ne seront pas supprimés. Seules les versions macOS et iOS/iPadOS d'Office 2019 et 2021 sont visées. Les utilisateurs Windows et Android ne sont a priori pas concernés.

Des licences perpétuelles bien trompeuses

Si vous avez acheté une licence perpétuelle pour rester tranquille, vous vous êtes trompé. Ou plutôt, Microsoft vous a induit en erreur.

Microsoft explique comment éviter de voir Office bridé. Pour Office 2021, il faut mettre à jour votre OS, puis vos applications. Sur Mac, utilisez au moins macOS 12 Monterey et Office en version 16.83 minimum. Sur iPhone et iPad, passez à iOS 17 ou ultérieur, et Office en version 2.93 minimum. Tant pis pour les utilisateurs dont l'appareil ne supporte plus d'OS récents.

Le cas d'Office 2019 sur Mac est plus délicat. Microsoft confirme qu'aucune mise à jour des certificats ne sera proposée. Microsoft a d'ailleurs discrètement modifié ses pages d'aide d'Office 2019 pour supprimer la mention indiquant que les applications continueraient de fonctionner après la fin du support technique d'octobre 2023. Si votre Mac ne supporte pas macOS Monterey ou une version ultérieure, vous êtes condamnés à n'utiliser Office 2019 ou 2021 que dans sa version volontairement bridée par Microsoft.

En limitant délibérément ces anciennes versions d'Office sur macOS, Microsoft va, une fois de plus, s'attirer la colère des utilisateurs. Mais cela sera peut-être l'occasion pour beaucoup d'envisager de changer de crémerie, et pourquoi pas de se tourner vers une alternative comme LibreOffice.

S.N.O

AUTOMOBILE
TESLA CONFRONTÉ À UNE VAGUE DE PLAINTES POUR PUB MENSONGÈRE

Les promesses de Tesla concernant la conduite autonome continuent de susciter de vives réactions. En raison de contraintes techniques, près de 4 millions de véhicules équipés du Hardware 3 ne pourront finalement pas profiter du système Full Self-Driving (FSD), contrairement à ce qui avait été annoncé.

Après des recours collectifs engagés en Australie et aux Pays-Bas, des utilisateurs chinois ont à leur tour décidé de poursuivre le constructeur pour publicité trompeuse et réclament 583 000 dollars de dommages et intérêts.

Comme nous l'évoquions récemment, l'ambition de Tesla de déployer largement son système de conduite autonome a été fortement remise en question. En cause : l'incapacité du Hardware 3 à prendre en charge le FSD. Elon Musk lui-même a reconnu cette limitation en soulignant que « le Hardware 3 ne dispose que d'un huitième de la bande passante mémoire du Hardware 4 ».

Cette situation alimente la frustration de nombreux propriétaires. Dès 2025, plusieurs milliers d'utilisateurs australiens ont engagé une action collective contre la marque. Aux Pays-Bas, un propriétaire de Model 3 a mis en place une plateforme destinée à rassembler les conducteurs concernés par le Hardware 3. Celle-ci compte aujourd'hui plus de 6 600 participants. Désormais, la contestation gagne également la Chine.

Dans ce pays, dix propriétaires de Tesla ont saisi la justice, accusant le constructeur d'avoir présenté de manière trompeuse les capacités futures de son système de conduite autonome. Ensemble, ils réclament 583 000 dollars de compensation. Selon leur plainte, chacun avait payé environ 7 800 dollars entre 2019 et 2021 pour acquérir l'option FSD, encourageant notamment par les déclarations d'Elon Musk laissant entendre que les tarifs augmenteraient rapidement. Ces clients affirment avoir investi plusieurs milliers de dollars dans l'espoir d'accéder un jour à la conduite autonome, alors que celle-ci ne serait finalement compatible qu'avec le Hardware 4.

Les estimations indiquent que plus d'un million de véhicules équipés du Hardware 3 circulent actuellement en Chine. En vertu de la législation chinoise sur la protection des consommateurs, les acheteurs concernés pourraient demander le remboursement intégral des sommes versées, ainsi qu'une indemnisation pouvant atteindre trois fois le montant payé en cas de fraude à la consommation. Si un grand nombre de clients décidait d'engager des poursuites, Tesla pourrait faire face à une facture se chiffrant en milliards de dollars. Reste toutefois à déterminer combien de propriétaires choisiront effectivement de porter l'affaire devant les tribunaux.

S.N.O

SÉISMES

ENTRE ANGOISSE, RÉSILIENCE ET ADAPTATION

La Terre a de nouveau tremblé dans le sud de l'Italie, rappelant la fragilité de notre sol face aux forces souterraines. Des mythes antiques aux technologies parasismiques de pointe, ce phénomène naturel continue de défier l'humanité. Voyage au cœur de notre planète pour comprendre comment l'homme apprivoise enfin ces sursauts destructeurs.

Par Chaïmaa Sadou

Lundi soir, le sud de l'Italie a tremblé. Un séisme de magnitude 6,5, dont l'épicentre a été localisé à 39,26 degrés nord et 15,79 degrés est, à plus de 238 kilomètres de profondeur, a rappelé aux Italiens que leur sol reste imprévisible. Heureusement, aucun dégât majeur n'a été signalé. Mais ce tremblement est un prétexte idéal pour se reposer une question universelle : d'où viennent ces colères de la Terre ?

Autrefois, les hommes inventaient des histoires pour apaiser leur peur. Dans plusieurs civilisations, on croyait que notre planète reposait sur la tête d'un taureau géant. Chaque fois que l'animal bougeait la tête, la terre tremblait. Au Japon, une légende racontait qu'un immense poisson-chat, Namazu, vivait sous les îles et provoquait les séismes en frétilant.

Dans la Grèce antique, on accusait Poséidon, dieu des océans, surnommé « l'ébranleur du sol », qui frappait la terre de son trident. Plus étonnant encore, le philosophe Aristote pensait que des vents enfermés dans les profondeurs cherchaient à s'échapper, provoquant ainsi les secousses. En Sibérie, les Tchouktches croyaient que la Terre était une vaste plaine posée sur un traîneau tiré par un chien cosmique ; quand le chien se grattait, la terre tremblait. En Amérique centrale, les Aztèques racontaient que le dieu Tezcatlipoca, jaloux de son frère Quetzalcóatl, avait fracassé la Terre d'un coup de pied, créant ainsi les premiers séismes.



Chaque secousse était un rappel de cette querelle divine. Ces explications, toutes fausses, montrent au moins une chose : l'humanité a toujours refusé de subir sans comprendre.

Aujourd'hui, la science parle simplement. Imaginez la croûte terrestre comme une coquille d'œuf fendue en plusieurs morceaux : ce sont les plaques tectoniques. Ces plaques flottent lentement sur un manteau brûlant et visqueux, comme de la pâte à modeler chauffée. Elles se poussent, se frottent ou s'écartent. Parfois, elles se coincent. La pression monte jusqu'à ce que la roche cède brutalement. Cette libération soudaine d'énergie envoie des ondes qui font vibrer le sol : c'est le séisme. Le point de rupture en profondeur s'appelle le foyer. Le point à la surface juste au-dessus, c'est l'épicentre. Voilà ce qui s'est passé en Italie. La magnitude 6,5 indique l'énergie libérée : c'est un séisme puissant, capable de faire des dégâts s'il est proche de la surface.

Peut-on prévoir les séismes comme on prévoit la pluie ? Non. Pas encore. Les scientifiques savent où les risques sont élevés : Italie, Japon, Californie, Turquie, Népal. Mais ils ne

savent pas dire quand. Aucun instrument ne permet d'annoncer « demain, à 15h22, la terre tremblera ». Pourtant, les animaux intriguent. Depuis des siècles, on observe des chiens qui hurlent sans raison, des chats qui fuient leur maison, des serpents qui sortent de terre en plein hiver, des poules qui refusent de rentrer au poulailler, des chevaux qui s'affolent ou des poissons qui sautent hors de l'eau.

Des études récentes, notamment sur des crapauds en Italie, montrent que certains animaux détectent des changements chimiques dans l'eau ou des vibrations infimes avant les humains. Les éléphants captent des infrasons. Les rats fuient les bâtiments. En Chine, des éleveurs ont signalé des troupeaux de bovins refusant d'entrer dans leur étable quelques heures avant une secousse dévastatrice en 2008. L'histoire regorge de tels témoignages. Mais attention : ces comportements ne sont pas des prédictions fiables. Ils peuvent être des signaux d'alarme, rien de plus. On n'évacue pas une ville parce que des chiens aboient bizarrement. La science reste prudente.

LA NÉCESSAIRE ADAPTATION

Puisqu'on ne peut pas prévoir, on s'adapte. L'homme a appris à minimiser les dégâts. D'abord, la construction parasismique : les bâtiments sont conçus pour balancer sans s'effondrer, comme des arbres flexibles. Au Japon, on installe des amortisseurs géants dans les gratte-ciel. Ensuite, l'information : des exercices d'évacuation sont organisés dans les écoles, les hôpitaux et les entreprises. Les citoyens apprennent les gestes qui sauvent : se baisser, s'abriter sous une table solide, s'agripper. Enfin, les systèmes d'alerte rapide : dès qu'un séisme est détecté près de l'épicentre, une alerte est envoyée en quelques secondes par téléphone ou radio. Ce délai très court, parfois dix ou vingt secondes seulement, permet de couper le gaz, d'arrêter les trains, de suspendre les opérations chirurgicales ou de se mettre à l'abri.

Et la dernière trouvaille ? Elle est fascinante. Des chercheurs transforment les câbles à fibres optiques – ceux qui transportent internet – en milliers de capteurs sismiques bon marché. En 2023, une équipe italienne a testé ce système avec succès sous la mer, pour mieux anticiper les tsunamis. Autre innovation : les « isolateurs de base », des sortes de gros coussins en caoutchouc placés sous les fondations des bâtiments. Les nouvelles générations utilisent l'intelligence artificielle pour s'adapter en temps réel à la direction et à la force de la secousse. Au Japon, des « forêts d'amortisseurs » imitent les racines d'un arbre face au vent. La Terre suit ses propres lois. À l'homme de s'y ajuster avec intelligence.

Le séisme du sud de l'Italie n'a pas fait de victimes, mais il réveille une mémoire douloureuse. Des taureaux mythiques aux plaques tectoniques mesurées par satellite, des légendes japonaises aux fibres optiques, nous avons remplacé la peur par la connaissance, sans pourtant supprimer le risque. Nous ne savons pas prédire. Mais nous savons prévenir, construire mieux et écouter la terre. Chaque secousse rappelle une évidence : la planète bouge en permanence. À nous d'apprendre à bouger avec elle.

C.S

CLIMAT

L'ONU JUGE "PROBABLE À 80%" UN ÉPISODE EL NINO CET ÉTÉ

Le développement d'un épisode El Nino est probable à 80% entre juin et août, augmentant le risque d'événements météorologiques extrêmes dans les prochains mois, a alerté mardi l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Selon la dernière mise à jour de cette agence de l'ONU, les températures "exceptionnellement chaudes" des eaux du Pacifique tropical favorisent les conditions de la formation d'un épisode El Nino qui "devrait influencer les régimes de température et de précipitations à l'échelle mondiale".

L'OMM table ainsi sur une probabilité de 80% qu'un épisode El Nino se produise "entre juin et août 2026".

"Les probabilités que cet épisode se maintienne au moins jusqu'en novembre avoisinent ou dépassent les 90%", ajoute l'organisation, tablant sur un "épisode au moins modéré, voire fort".

Entre fin avril et mi-mai, la température de surface de la mer dans la partie centre-est du Pacifique équatorial s'est rapprochée des seuils caractérisant ce phénomène, une hausse alimentée par des températures "exceptionnellement élevées" sous la surface, dépassant de plus de 6°C les normales saisonnières, note l'OMM.

Parallèlement, les valeurs de l'indice d'oscilla-

tion australe, qui est la composante atmosphérique d'El Nino, "concordent" avec la mise en place de conditions d'apparition du phénomène, ajoute l'organisation.

"Nous devons nous préparer à un épisode El Nino potentiellement puissant, qui exacerbera la sécheresse et les fortes pluies et augmentera le risque de vagues de chaleur à la fois sur les terres émergées et dans les océans", a prévenu la secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo, citée dans un communiqué.

El Nino se caractérise par une hausse des températures de surface dans le centre et l'est du Pacifique équatorial. Il se produit d'ordinaire tous les deux à sept ans et dure environ neuf à douze mois.

Le dernier épisode El Nino, en 2023 et 2024, avait fait de ces années les deux plus chaudes jamais enregistrées. Le phénomène cyclique affecte par effet domino le climat mondial pendant plusieurs mois.

Pour la période juin-juillet-août, l'OMM prévoit déjà un ensemble de conditions favorisant "une prédominance de températures supérieures à la normale dans presque toutes les régions du globe", avec un risque accru de stress thermique,

de sécheresse dans certaines régions et d'événements extrêmes tels que les inondations ou les sécheresses sévères.

Elle rappelle ainsi que les centres de prévision régionaux prévoient des précipitations "inférieures à la normale" durant la saison des pluies de juin à septembre dans la Corne de l'Afrique, une mousson moins abondante que la moyenne en Asie du Sud et des conditions plus chaudes et plus sèches en Amérique centrale au cours de l'été.

Pendant l'été de l'hémisphère Nord, les eaux chaudes liées à El Nino peuvent aussi favoriser la formation d'ouragans dans le Pacifique central et oriental, tout en limitant leur développement dans l'Atlantique, ajoute l'organisation.

"Nous devons tous accorder à cette situation le degré d'urgence climatique qu'elle représente", a alerté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans une déclaration vidéo.

"Les conditions El Nino jetteront de l'huile sur le feu d'une planète qui se réchauffe. Les impacts seront encore plus forts et ressentis encore plus loin. Ils traverseront les frontières à une vitesse dévastatrice", a-t-il poursuivi.

R.Env

GRANDE CAMPAGNE CONTRE LES INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

VASTE MOBILISATION NATIONALE POUR UN ÉTÉ PLUS SÛR

La campagne nationale de sensibilisation et d'information sur la prévention des intoxications alimentaires, placée sous le slogan « Faites de l'alimentation saine un mode de vie durable », a été lancée dans de nombreuses wilayas du pays à l'initiative du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

Par Halim Dardar

Cette opération, qui se poursuivra durant toute la saison estivale, mobilise les services de l'État, les collectivités locales, les associations de protection des consommateurs, les services de sécurité ainsi que plusieurs organismes partenaires, dans le but de renforcer la culture de la consommation saine et de réduire les risques liés à la consommation de produits alimentaires impropres.

À travers l'ensemble des régions du pays, les activités programmées combinent expositions, journées portes ouvertes, caravanes de sensibilisation, sorties de terrain, conférences et campagnes d'information destinées aussi bien aux consommateurs qu'aux commerçants. L'accent est particulièrement mis sur le respect des règles d'hygiène, la bonne conservation des aliments, le contrôle de la chaîne du froid et la vérification des dates de fabrication et de péremption des produits.

A l'Ouest et au Sud-Ouest du pays

Dans l'Ouest et le Sud-Ouest, de nombreuses initiatives ont été enregistrées dès le lancement de la campagne. À Oran, une exposition permanente organisée au jardin Liberté, dans le quartier Es-Seddikia, présente les équipements et matériels utilisés par les services du commerce pour contrôler la conformité des produits alimentaires. Des dépliants informatifs y sont distribués afin de sensibiliser les citoyens aux principales causes des intoxications alimentaires et aux comportements à adopter pour préserver leur santé.

À Tlemcen, des journées portes ouvertes ont marqué le début de l'opération, tandis qu'une caravane de sensibilisation a été mise en place pour parcourir les différents daïras, communes, plages et espaces commerciaux de la wilaya. À Sidi Bel-Abbès, une caravane similaire a sillonné les rues de la ville avant de s'installer sur la place du 1er Novembre, où des brochures et des conseils pratiques ont été remis aux citoyens et aux commerçants. Les responsables locaux ont souligné l'importante adhésion du public à cette initiative et ont invité les consommateurs à utiliser l'application électronique « Morafik Com » pour signaler les infractions constatées.

À Mascara, la campagne prévoit des rencontres de proximité, des ex-



positions dans les espaces publics ainsi que des conférences portant sur la prévention des intoxications alimentaires, les méthodes de conservation des denrées et la lutte contre le gaspillage alimentaire. Des sorties éducatives sont également organisées au profit des commerçants et des opérateurs économiques. À Tissemsilt, où la campagne connaît une forte affluence, les commerces et magasins d'alimentation font l'objet de contrôles destinés à vérifier le respect des normes d'hygiène et de sécurité sanitaire.

À El-Bayadh, les activités comprennent des visites de terrain, des journées de sensibilisation dans les marchés, les espaces commerciaux et les places publiques ainsi que la distribution de supports d'information aux consommateurs et aux professionnels. À Tiaret, des journées portes ouvertes ont été organisées sur la place des Martyrs avec des explications détaillées sur les moyens de prévenir les intoxications alimentaires. À Relizane, l'accent est mis sur les conditions de conservation des produits périssables, le respect des règles d'hygiène et la maîtrise des procédés de réfrigération.

La campagne se poursuit également à Aïn Témouchent à travers une caravane de sensibilisation réunissant plusieurs partenaires institutionnels, tandis qu'à Tindouf un programme intensif a été mis en œuvre. Celui-ci comprend des sorties de terrain, des rencontres d'information et la distribution de recommandations relatives à la conservation des aliments, au maintien de la chaîne du froid et à la sécurité sanitaire des produits destinés

à la consommation.

Dans la wilaya de Blida, une opération similaire a été lancée avec la participation des associations, des services de sécurité et de différents organismes concernés. Cette campagne cible aussi bien les consommateurs que les commerçants et insiste sur les bonnes pratiques de conservation des denrées alimentaires, notamment les produits périssables. Les citoyens sont sensibilisés à l'importance de vérifier les dates de fabrication et de péremption, d'éviter l'achat de produits exposés au soleil ou à la poussière et de se méfier des marchandises dépourvues d'étiquetage.

L'action menée à Blida vise également les propriétaires de restaurants, de pâtisseries et de fast-foods afin de leur rappeler les obligations liées à l'hygiène, au stockage et à la préparation des aliments. Les responsables du secteur ont annoncé le renforcement des contrôles sur le terrain durant toute la période estivale, avec des opérations de surveillance de jour comme de nuit et l'application de mesures répressives à l'encontre des contrevenants.

A l'est du pays

À l'Est du pays, la campagne a également été lancée dans plusieurs wilayas. À Batna, le coup d'envoi a été donné devant le siège de la wilaya avec la mobilisation de nombreux secteurs et organismes. Les autorités locales ont indiqué que tous les moyens nécessaires avaient été réunis pour assurer la réussite de cette opération qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'été 2026. Des sorties de terrain et des distributions de dépliants sont programmées dans

les différentes communes afin d'informer les citoyens sur les comportements à adopter pour éviter les intoxications alimentaires.

À Ouled Djellal, les premières actions ont concerné les restaurants, les fast-foods et les commerces d'alimentation générale des communes d'Ouled Djellal et de Sidi Khaled. Les équipes engagées dans la campagne ont distribué des conseils pratiques aux consommateurs et aux opérateurs économiques sur les conditions de stockage, de conservation et de manipulation des aliments.

À Bordj Bou Arreridj, des caravanes de sensibilisation parcourent l'ensemble des daïras de la wilaya afin de promouvoir les bonnes pratiques alimentaires et de prévenir les risques sanitaires liés à la consommation de produits mal conservés. Les commerçants et les professionnels du secteur sont particulièrement ciblés afin de les inciter à respecter rigoureusement les normes d'hygiène et les conditions de sécurité sanitaire destinées à protéger la santé des consommateurs.

Cette campagne nationale bénéficie d'une large mobilisation impliquant notamment les services de la police, de la gendarmerie nationale, de la protection civile, de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, de l'hydraulique, du tourisme, de l'artisanat ainsi que de l'action sociale. À travers cette action coordonnée, les autorités entendent promouvoir une alimentation saine, renforcer la vigilance des consommateurs et prévenir les intoxications alimentaires qui connaissent généralement une recrudescence durant les périodes de forte chaleur.

H.D

À J-10 DU MATCH D'OUVERTURE DE LA COUPE DU MONDE UNE MANIFESTATION D'ENSEIGNANTS RÉPRIMÉE VIOLEMMENT À MEXICO

Une manifestation d'enseignants a eu lieu lundi à Mexico, à seulement dix jours du match d'ouverture de la Coupe du monde 2026. Les protestataires ont forcé l'une des entrées de la fan zone installée sur la place Zocalo avant d'être dispersés par la police à l'aide de gaz lacrymogènes.

Par Hamida Indja

Les accès à la place Zocalo, située au cœur de Mexico, sont actuellement sécurisés par des barrières métalliques. Des affrontements ont éclaté lorsqu'un groupe de manifestants a réussi à forcer l'une des entrées de cette place, qui abrite le siège du gouvernement et où a été installé un grand écran pour diffuser les rencontres du Mondial à partir du 11 juin.

« Il faut fermer cette fan zone. Une cause comme la nôtre est plus importante que ces divertissements », a déclaré Filiberto Frausto, représentant syndical de l'État de Zacatecas, dans le nord du pays. Cette manifestation a été organisée par une faction minoritaire au sein du principal syndicat de l'enseignement. Depuis le mois de mars, ces enseignants menacent d'appeler des millions de collègues à manifester dans la capitale pendant la Coupe du monde si le gouvernement ne répond pas à leurs revendications.

Les enseignants réclament notamment des augmentations de salaires, l'ouverture de discussions sur le système des retraites, ainsi que des changements dans la politique éducative du pays.

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a précisé lundi matin que le dialogue avec les enseignants se poursuivait. Elle a indiqué que certaines revendications ne pouvaient pas être satisfaites totalement en raison des contraintes budgétaires de l'État, mais que d'autres demandes pourraient être prises en compte.

À Mexico, les préparatifs s'intensifient avant le match d'ouverture du Mondial 2026 dans la capitale. Co-organisé avec les États-Unis et le Canada, le Mexique y affronte l'Afrique du Sud. La maire de



Mexico, Clara Brugada, a annoncé lundi la suspension des cours dans la capitale pour la journée du 11 juin. Elle a également appelé les entreprises du secteur privé à accorder un jour de congé à leurs employés ou à autoriser le télétravail. Selon elle,

lors de l'ouverture d'une Coupe du monde, les activités sont pratiquement à l'arrêt dans de nombreux lieux de travail. Elle n'a annoncé aucune mesure similaire concernant le secteur public.

HI

MATCH DE PRÉPARATION PAYS-BAS – ALGÉRIE UN SÉRIEUX TEST POUR LES "VERTS"

L'équipe algérienne de football disputera mercredi soir un match amical de prestige face aux Pays-Bas, au stade De Kuip de Rotterdam (19h45, heure algérienne), dans le cadre de sa préparation pour la Coupe du monde 2026, prévue du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

A moins de deux semaines de son entrée en lice dans la plus prestigieuse des compétitions internationales, l'équipe nationale abordera cette confrontation avec l'objectif de mesurer son véritable niveau face à l'une des références du football européen et mondial. Ce rendez-vous constitue sans doute le test le plus relevé des "Verts" avant le début du Mondial et offrira au staff technique un précieux indicateur sur l'état de préparation du groupe, entamée il y a plus d'une semaine au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger).

"Notre match contre la sélection néerlandaise nous permettra de connaître les limites des capacités de nos joueurs. Il ressemblera beaucoup à notre premier rendez-vous au Mondial face à l'Argentine", avait estimé le coach national, Vladimir Petkovic, dimanche, lors d'une conférence de presse.

Pour les "Verts", l'enjeu dépasse le simple résultat. Une prestation convaincante face à un adversaire du calibre des Pays-Bas permettrait d'aborder le Mondial avec davantage de confiance et de sérénité. L'objectif sera également de confirmer les progrès affichés ces derniers mois et de démontrer la capacité du groupe à rivaliser avec les meilleures nations de la planète.

Cette rencontre devrait surtout permettre à Petkovic d'évaluer de près l'aptitude de ses joueurs à répondre aux exigences du très haut niveau et de peaufiner les derniers réglages tactiques avant la Coupe du monde. Face aux Algériens, les Néerlandais se présenteront avec de solides arguments. Les coéquipiers de Virgil van Dijk (Liverpool) restent sur une impressionnante série de dix matchs sans défaite, toutes compétitions confondues, confirmant leur montée en puissance à quelques encablures du rendez-vous planétaire. Dirigée par l'ancien international "Oranje" Ronald Koeman, la sélection néerlandaise figure parmi les outsiders de la prochaine Coupe du monde et occupe actuellement la 7e place au classement mondial de la FIFA.

Les Pays-Bas, qui évolueront dans le groupe F du Mondial aux côtés de

la Suède, de la Tunisie et du Japon, aborderont eux aussi cette rencontre avec le souci d'affiner leurs automatismes avant le début de la compétition. Cette affiche sera dirigée par un quatuor arbitral autrichien, emmené par Jakob Semler, assisté de Martin Hofler et Alexander Borucki, tandis que Christian-Petru Ciochirca officiera comme quatrième arbitre. L'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) sera assurée par Alan Kijas, avec Josef Spurny comme assistant VAR.

Après cette sortie à Rotterdam, les Algériens mettront le cap sur les États-Unis où ils poursuivront leur préparation. Les "Verts" livreront un ultime match amical le 10 juin à Kansas City face à la Bolivie, une sélection non qualifiée pour la Coupe du monde. Une dernière répétition générale avant le grand saut.

L'Algérie effectuera ensuite son entrée en lice dans le Mondial le 17 juin au stade Arrowhead de Kansas City, où elle croisera le fer avec l'Argentine, championne du monde en titre, dans un choc très attendu prévu à 02h00 (heure algérienne). Outre l'"Albiceleste", l'Algérie affrontera également la Jordanie (23 juin) et l'Autriche (28 juin).

RS

HAND / COUPE D'ALGÉRIE 2026 (MESSIEURS) LA JSE SKIKDA PREMIÈRE QUALIFIÉE POUR LA FINALE

La JSE Skikda s'est qualifiée pour la finale de la Coupe d'Algérie 2026 de handball (seniors messieurs), après sa victoire face à l'Olympique El-Oued sur le score de 26 à 25, après prolongation (temps réglementaire : 23-23), mardi en demi-finale disputée à Ain Touta (Batna).

Au terme d'une rencontre très disputée, les Skikdis ont réussi à faire la différence durant les prolongations après avoir bouclé le temps réglementaire sur un score de parité (23-23). La JSE Skikda avait viré en tête à la pause (12-11).

Grâce à ce succès, la formation de Skikda devient la première équipe à composer son billet pour la finale de l'épreuve populaire, prévue le samedi 6 juin à 17h00 à la salle Harcha-Hacène d'Alger.

L'identité de son adversaire sera connue à l'issue de la seconde demi-finale opposant actuellement, l'IC Ouargla au tenant du trophée, le HBC El-Biar, à Sidi Okba.

RS

FOOT / CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE (TOURNOI D'EXCELLENCE - JEUNES CATÉGORIES) CRB- PARADOU AC EN FINALE DES U16

Le CR Belouizdad et le Paradou AC ont validé leur billet pour la finale du tournoi national d'Excellence de football de la catégorie des moins de 16 ans, aux dépens respectivement de l'ASO Chlef et de l'ES Sétif, à l'issue des demi-finales disputées mardi.

Le CRB a battu l'ASO (1-0) tandis que le Paradou AC a éliminé l'ESS aux TAB (5-4, temps réglementaire 2-2).

Le CRB et le Paradou AC s'affronteront jeudi en finale prévue à 17h00 au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Pour rappel, les autres finales du tournoi national d'Excellence, réservé aux jeunes catégories (U18 et U20 garçons), se joueront les 3 et 4 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Le programme complet des finales :
Mercredi 3 juin 2026 : U18 : JS Kabylie - CS Constantine 17h00

Jeudi 4 juin 2026 : U16 : CR Belouizdad - Paradou AC 17h00 U20
ES Sétif - Olympique Akbou 19h00.

RS

CHAMPIONNAT DE WILAYA ESTIVAL DE NATATION BENJAMINS DOMINATION DES NAGEURS DU CSA SPORT BLEU

Les jeunes nageurs du CSA Sport bleu ont dominé les épreuves du championnat de wilaya estival de natation benjamins, disputées durant deux jours à la piscine du jardin public d'Oran.

Les athlètes du CSA Sport bleu se sont illustrés dans la plupart des styles de nage, notamment chez les filles, avec un total de 6 titres.

La deuxième place au classement final est revenue à l'équipe du CS Area avec 3 titres, devant le club Bahia nautique avec 2 titres.

Cette phase de wilaya d'été des benjamins de deux jours, organisée par la Ligue oranaise des jeux aquatiques en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline et la direction de la Jeunesse et des Sports d'Oran, coïncidant avec les festivités de la journée mondiale de l'enfance, a connu une présence de 142 jeunes nageurs et nageuses, représentants 18 clubs de la wilaya d'Oran.

Les spécialités de 200 mètres quatre nages et du 400 mètres nage libre ont constitué un passage obligé pour tous les nageurs filles et garçons.

A l'issue de cette phase de wilaya, les meilleurs nageurs et nageuses se sont qualifiés à la phase finale du Critérium National Estival Benjamins, prévue du 25 au 28 juin à Constantine.

RS

ARTS PLASTIQUES

L'ART SERA SAVOURÉ AU MAMO

Les initiatives de l'exposition nationale d'arts plastiques ont été lancées, mardi soir, au Musée national public d'art moderne et contemporain « MaMo » d'Oran, sous le mot d'ordre : « Savourez l'Art ».

Par Youssa Dali

La cérémonie de lancement de cette manifestation artistique, mise sur pied par l'association d'art et de culture « Art Com », en étroite collaboration avec le musée, a eu lieu en présence d'un vaste ensemble de créateurs provenant de plusieurs courants relevant des arts visuels, ainsi que d'intellectuels, de responsables d'associations tournées vers les arts et le patrimoine, d'étudiants des Beaux-arts et de nombreux amateurs de peinture.

Cette exposition s'inscrit comme un espace de convergence destiné aux artistes plasticiens, afin de confronter leurs vécus, de mettre en valeur des itinéraires artistiques à la fois nourris et diversifiés. Elle cherche aussi à créer des ponts entre professionnels et jeunes talents en devenir, pour appuyer leur élan, stimuler leur imagination et les encourager à faire pleinement éclore leurs capacités, a-t-il été relevé à l'APS par la présidente de l'association organisatrice à Oran, Samia Seghir.

À l'occasion du souvenir de la Journée nationale de l'artiste, célébrée chaque année le 8 juin, l'événement



réunit plus de 100 toiles et sculptures signées par 35 artistes plasticiens venus des wilayas d'Ain Temouchent, Sidi Bel-Abbes, Mostaganem, Oran et Mascara. Ces artistes, porteurs d'une solide pratique des arts plastiques, enrichissent, par la singularité de leurs parcours, la dynamique artistique en Algérie, a déclaré l'artiste Neksf Ahmed, membre de cette même association.

Ce moment culturel, dont les activités se prolongeront jusqu'à samedi

prochain, offre en outre la possibilité de découvrir des créateurs autodidactes. Parmi eux se trouvent aussi des médecins, dotés d'un réel talent, qui prennent part avec des œuvres traduisant à la fois leur savoir-faire artistique et créatif, ainsi que leur aptitude à harmoniser la discipline médicale et l'attrait pour les arts plastiques.

La plupart des œuvres présentées, toutes assorties de titres distincts, s'appuient sur des approches variées et abordent des thèmes multiples, à

l'image du riche héritage culturel de l'Algérie. Elles relèvent notamment des courants des « Aouchem » (Tatouages), du réalisme, de l'impressionnisme, du cubisme, de même que de la calligraphie arabe et de la graphie. Elles reposent aussi sur des méthodes différentes, dont le recours à l'empreinte et au pointillisme pour l'élaboration de la toile, ainsi que l'utilisation de teintes chaleureuses inspirées par la nature algérienne.

Y.D

CHANSONS POUR ENFANTS

LA 19^e ÉDITION DES JOURNÉES NATIONALES PRÉVUE POUR AUJOURD'HUI

Par Tinhinane Bendahmane

La Maison de la culture « Abi Ras Ennaciri » à Mascara accueillera ce mercredi les activités de la 19^e édition des Journées nationales de la chanson pour enfants, qui se déroulent sous la devise « Nos chansons d'enfance... authenticité et créativité », selon ce qui a été indiqué, mardi, par les responsables de l'organisation.

Conduite par l'établissement culturel concerné à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance, cette rencontre rassemblera huit chorales provenant des wilayas de Sidi Bel-Abbes, Reli-

zane, Mostaganem et Mascara, a précisé à l'APS son directeur, Sid-Ahmed Seghiri.

Le calendrier de cette manifestation, étalée sur quatre jours, inclut la diffusion d'un ensemble de chants à visée éducative, pédagogique et de sensibilisation, portés par les groupes invités. Ces interventions seront ponctuées par des numéros d'acrobatie menés par des artistes de la wilaya de Mascara, d'après la même source.

Dans ce cadre, les jeunes pourront aussi découvrir une opérette « Nouzha fi alhane » (Promenade en mélodies), réalisée par la troupe théâtrale de l'artiste Fouad Bendoubaba, à Relizane, ainsi qu'une pièce de théâtre musical intitulée « El Ma-

ghour » (L'Orgueilleux), proposée par l'association culturelle et artistique « El-Meddah » de Mostaganem.

Le programme prévoit également un atelier destiné à l'apprentissage de la chanson éducative, supervisé par des formateurs issus de l'atelier de musique et de chant de la Maison de la culture de Mascara, a ajouté la même source.

D'après M. Seghiri, la finalité de l'organisation de cet événement est de permettre aux enfants de découvrir des chansons éducatives et pédagogiques utiles, tout en partageant avec eux la commémoration de leur Journée internationale.

T.B

PRÉCAUTION ET PRÉVENTION
EXERCICE SIMULANT
L'EXTINCTION D'UN INCENDIE
DE FORÊT À MECHROUHA

Un exercice simulant l'extinction d'un incendie a été organisé, mardi dans la forêt "Fatouma Saouda", dans la commune de Mechrouha (Souk Ahras), afin d'évaluer l'opérationnalité du plan d'organisation des secours (ORSEC) en cas de feux de forêts. L'exercice, supervisé par le wali de Souk Ahras, Abdelkrim Zinaï, visait à tester le niveau de préparation des différents intervenants de la Protection civile, de la Conservation des forêts et des services sécurité, ainsi que des moyens matériels mobilisés pour faire face aux incendies de forêt durant l'été 2026.

Le scénario de l'exercice consistait à affronter des incendies survenus simultanément dans trois (3) endroits distincts de cette forêt, située sur le territoire de la commune de Mechrouha, nécessitant la mise en œuvre des procédures opérationnelles prévues par le plan ORSEC de wilaya.

L'exercice prévoyait également des opérations d'évacuation et de mise en sécurité des populations résidant dans les zones voisines de la

forêt, avec la participation active des différentes unités de la Protection civile et de la colonne mobile, compte tenu de l'étendue du sinistre et de la multiplicité des foyers d'incendie.

Selon les représentants des différentes structures mobilisées, l'exercice a donné lieu à la mobilisation d'importants moyens opérationnels, notamment des équipes de sapeurs-pompiers, de secouristes, d'ambulanciers, d'agents forestiers, d'éléments de la Gendarmerie et de la Sûreté nationales, de la santé et des travaux publics, afin de tester la rapidité et l'efficacité de l'intervention sur le terrain.

Cette simulation sur le terrain s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures prévues pour la saison estivale 2026, visant à protéger le patrimoine forestier, à garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens, et à évaluer le niveau de préparation et d'opérationnalité du plan ORSEC de la wilaya de Souk Ahras en cas d'urgence requérant une intervention rapide.

R.S

SOLIDARITÉ ET GÉNÉROSITÉ
LANCEMENT D'UNE CARAVANE
DE SOLIDARITÉ AU PROFIT
DES ENFANTS AUX BESOINS
SPÉCIFIQUES

Une caravane de solidarité a été lancée, mardi à partir du siège de la wilaya de Mascara au profit des enfants à besoins spécifiques résidant dans les zones rurales, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance.

Cette caravane, organisée à l'initiative de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), et dont le coup d'envoi a été donné par le wali, M. Fouad Aïssi, cible les enfants à besoins spécifiques, ainsi que des familles démunies vivant dans des regroupements ruraux à travers les différentes communes de la wilaya, a indiqué à l'APS le directeur de cette structure, M. Belkacem Nadji. Cette initiative de deux jours, comprend la distribution de fauteuils roulants, de matelas et de couvertures médicalisées, ainsi que de divers équipements médicaux, de couvertures et de denrées alimentaires de large consommation. Elle prévoit également des consultations médicales et un accompagnement psychologique au profit des enfants à besoins spécifiques, a précisé le même responsable, a-t-on indiqué de même source.

L'organisation de cette caravane s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme visant à assurer une prise en charge sociale, psychologique et sanitaire des enfants à besoins spécifiques, ainsi qu'à apporter un soutien à leurs familles, a ajouté M. Nadji.

Par ailleurs, le même responsable a annoncé que la DASS, en coordination avec les cellules de proximité de solidarité, prévoit prochainement l'organisation d'une autre caravane de solidarité destinée aux personnes souffrant de maladies chroniques issues de familles démunies de la région. Cette initiative comprendra des consultations médicales, la distribution de médicaments, d'équipements médicaux ainsi que d'aides alimentaires.

R.C

LES NAZIS CACHAIENT LEURS CRIMES LES SIONISTES LES REVENDIQUENT (1^{re} PARTIE)

Pendant que Trump rêve d'une Riviera sur des ossements d'enfants, Israël exécute le premier génocide revendiqué en direct de l'Histoire.

Laala Bechetoula

Par Laala Bechetoula
In mondialisation.ca

Il y a des crimes que l'humanité ne peut pas nommer sans trembler. Il y a des silences qu'elle ne peut pas garder sans se condamner. Gaza, mai 2026 : nous sommes à la croisée de ces deux impossibilités.

Il existe dans l'Histoire quelques moments où les mots ordinaires capitulent. Où le vocabulaire de la diplomatie, du journalisme, même de la littérature, devient indignement insuffisant face à ce que les yeux voient et que la conscience refuse d'intégrer. Nous sommes dans un de ces moments. Il s'appelle Gaza. Et il défie depuis deux ans et demi toute tentative de le réduire à un « conflit », une « crise », une « situation humanitaire préoccupante ».

Ce qui se passe à Gaza a un nom. Ce nom, la Cour internationale de Justice l'a prononcé dès janvier 2024 en ordonnant à Israël de prendre des mesures conservatoires contre un « risque réel et imminent de génocide ». Ce nom, Human Rights Watch l'a assumé en 2024 en qualifiant la privation délibérée d'eau de « crime contre l'humanité d'extermination ». Ce nom, des spécialistes de l'Holocauste et des génocides établi dans les universités les plus respectables du monde l'ont écrit, signé, publié. Ce nom, je l'écris à mon tour, sans peur et sans honte : génocide. Et j'y ajoute ceci, qui est ma contribution propre à ce verdict de l'Histoire : il s'agit du premier génocide que ses auteurs revendiquent publiquement, en direct, devant les caméras du monde entier.

Les nazis cachaient leurs crimes. Israël les revendique. Voilà la différence. Voilà aussi ce qui rend notre époque plus scandaleuse encore que celle qui a produit Auschwitz : car Auschwitz s'est fait dans le secret et la nuit, tandis que Gaza se fait à la lumière du jour, sous les satellites, devant les iPhones, en direct sur les réseaux sociaux — et le monde regarde.

La Riviera : un homme d'affaires rêve sur un charnier

Il faut prendre Trump au sérieux. Non pas parce qu'il mérite le respect intellectuel, mais parce que l'Histoire nous a appris que les fous dangereux ne sont pas ceux qu'on n'écoute pas, mais ceux qu'on n'écoute pas assez tôt. Et Trump a dit ce qu'il voulait faire de Gaza : une Riviera. Des hôtels. Des plages. Des marinas. Une réalisation immobilière sur des ossements d'enfants palestiniens.

Son « Board of Peace » — cette architecture juridique destinée à donner un vernis onusien à la colonisation — est vide de tout financement quatre mois après sa création, malgré les milliards promis par les pays membres. Un responsable a dû être envoyé en Arabie saoudite en avril pour supplier Riyad de tenir sa promesse d'un milliard de dollars. Personne n'a payé. Israël, lui, continue de tuer : au moins 910 Palestiniens



assassinés depuis la signature du cessez-le-feu que Trump préside comme un champion de boxe présente un trophée qu'il n'a pas gagné.

La structure de gouvernance qu'il a imaginée est une obscénité juridique : une autorité palestinienne de façade placée sous un conseil exécutif arabo-américain, lui-même sous la tutelle d'un « Board of Peace » que préside Trump avec droit de veto absolu sur toutes les décisions — et sans représentation palestinienne réelle. C'est la Nakba administrative : on dépossède les Palestiniens même de leur droit à administrer leur propre servitude. On leur vole leur terre. On leur vole leur eau. On leur vole leurs enfants. Et on leur vole jusqu'à la fiction de leur propre gouvernance.

Ajoutons ceci, que les chancelleries n'osent pas dire : la divergence récente entre Trump et Netanyahu sur l'Iran n'est pas une rupture. C'est un désaccord d'actionnaires sur le calendrier. Trump veut son deal diplomatique avec Téhéran. Netanyahu veut sa guerre totale pour consolider son pouvoir intérieur. Les deux veulent la même chose pour Gaza : une terre sans résistance palestinienne, livrée à la colonisation, rebaptisée Riviera et ouverte aux investissements du Golfe. Le conflit de personnalité ne doit pas masquer la convergence de programme.

Le futuricide : tuer un peuple jusqu'à son avenir

Une chercheuse française a forgé récemment un mot qui mérite d'entrer dans tous les dictionnaires de l'horreur contemporaine : futuricide. Il désigne la destruction systématique non seulement d'un peuple, mais de tout ce qui permettrait à ce peuple d'avoir un avenir : ses écoles, ses universités, ses hôpitaux, ses archives, ses bibliothèques, ses mosquées, ses églises, ses cimetières, ses arbres, sa mémoire, sa culture, son imaginaire collectif.

Le bilan du futuricide israélien à Gaza est vertigineux. Les seize universités de Gaza ont été détruites ou rendues inopérantes. Toutes. Pas

une n'a été épargnée. Douze musées. Des centaines de bâtiments historiques. Des archives qui contenaient la mémoire de milliers d'années de présence humaine dans cette bande de terre. La Banque mondiale a estimé à plus de 300 millions de dollars les dommages au seul patrimoine culturel — chiffre qui ne traduit pas la perte, car la perte est incommensurable. On ne tarifie pas l'effacement d'une mémoire collective.

Et les arbres. Les télédétections spatiales établissent qu'entre 64 et 94 % du couvert végétal de Gaza — selon les zones — a été décimé dans les seuls douze premiers mois de guerre. Les orangers. Les oliviers. Les citronniers. Ces arbres que les familles palestiniennes plantaient comme on plante des ancêtres, comme on inscrit un nom dans la terre. Abattus, brûlés, déracinés par les bulldozers. Les Romains salaient la terre de Carthage pour empêcher toute renaissance. Israël utilise les bulldozers, les bombes et le béton coulé dans les puits.

Cent mille mètres cubes d'eaux usées brutes se déversent chaque jour dans la Méditerranée depuis les systèmes d'assainissement effondrés de Gaza. Israël a détruit ou endommagé près de 90 % des infrastructures d'eau et d'assainissement — usines de dessalement, forages, canalisations, réseaux d'égouts. Des équipes de MSF ont documenté des tirs israéliens sur des camions-citernes clairement identifiés. Deux cent cinquante puits agricoles ont été détruits ou condamnés. Ce n'est pas un dommage collatéral. C'est une stratégie. La soif comme arme. La terre comme ennemi à stériliser.

Les enfants : le registre de l'infamie

Il faut écrire les chiffres. Les lire lentement. Les laisser entrer. 64 000 enfants tués ou mutilés en deux ans, selon l'UNICEF. Au moins 1 000 bébés parmi eux. Vingt-huit enfants tués chaque jour en moyenne au plus fort de la guerre — l'équivalent d'une classe entière massacrée quotidiennement — dont les corps par-

fois ne peuvent être retrouvés que sous les décombres, semaines après. Pendant le cessez-le-feu qui devait tout arrêter : un enfant tué chaque jour, pendant cent jours.

Ces enfants sont tués de toutes les façons que l'imagination humaine a pu concevoir pour détruire la chair : frappes aériennes, drones suicides, balles de snipers, malnutrition aiguë sévère, infections faute de soins, rats qui mordent dans les tentes de déplacés la nuit. Au cours du seul premier trimestre 2026, 383 enfants ont été admis dans les centres de nutrition de MSF à Gaza, dont 35 % souffraient de malnutrition aiguë sévère. Trente-cinq pour cent. Cela signifie qu'un enfant sur trois qui arrive dans un centre MSF est en train de mourir de faim. Des enfants tués pendant qu'ils faisaient la queue pour de la nourriture. Tués dans des cliniques médicales alors qu'ils attendaient des suppléments nutritionnels. Tués dans leurs maisons. Tués dans leurs tentes. Tués dans les bras de leurs mères. Tués, et leurs mères aussi. L'UNICEF a posé la question publiquement, depuis la bande de Gaza, au Conseil de sécurité de l'ONU : « Combien d'autres petites filles et petits garçons devront encore mourir ? Quelle atrocité devra encore être diffusée en direct pour que la communauté internationale se mobilise ? » Le Conseil de sécurité a répondu en adoptant des résolutions que personne n'a appliquées.

Tuer les témoins : l'obscurité comme complément du crime

Gaza est le conflit le plus meurtrier pour les journalistes de toute l'Histoire du XXI^e siècle. Ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas un dommage collatéral. C'est une politique. Au 9 avril 2026, 359 journalistes avaient été tués en 916 jours. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) l'a écrit explicitement : « la guerre d'Israël contre Gaza est plus meurtrière pour les journalistes que toute autre guerre précédente ». Selon Reporters sans frontières, les forces israéliennes ont délibérément visé des journalistes palestiniens.

L.B (À SUIVRE...)

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'HOMME QUI CONNAISSAIT L'OCÉAN PAR CŒUR

On est en 1498. Le navigateur portugais Vasco de Gama arrive sur les côtes de l'Afrique de l'Est, à Malindi (dans l'actuel Kenya). Son objectif ? Trouver la route maritime secrète vers l'Inde pour permettre à l'Europe de s'emparer du commerce des épices. Mais Vasco de Gama est totalement bloqué : l'océan Indien est truffé de récifs dangereux, de courants violents et de moussons imprévisibles. Ses instruments européens ne lui servent à rien.

Il est sur le point d'échouer quand il rencontre un homme : Ahmad ibn Mājid, surnommé "Le Lion de la Mer".

Ibn Mājid n'est pas un simple marin. C'est le plus grand cartographe, astronome et navigateur de son époque. Il a passé sa vie à naviguer entre les grands ports de la côte swahilie (Kilwa, Mombasa, Malindi) et l'Asie. Il connaît chaque étoile, chaque courant et chaque récif par cœur.

Quand Vasco de Gama lui montre ses cartes et ses instruments de navigation, Ibn Mājid sourit. Il sort



alors ses propres cartes maritimes, d'une précision chirurgicale que les Européens n'avaient jamais vue, et leur présente le kamal, un instrument en bois révolutionnaire qui utilise la position des étoiles pour

calculer la latitude exacte en pleine mer.

Impressionné et désespéré, Vasco de Gama engage Ibn Mājid pour diriger sa flotte. En seulement 23 jours, grâce à sa connaissance

parfaite des vents de la mousson et des courants, le navigateur africain guide les navires portugais à travers l'immensité de l'océan Indien jusqu'à Calicut, en Inde.

Ibn Mājid a écrit plus de 40 livres et poèmes scientifiques sur la navigation, la météo et l'astronomie, qui ont servi de manuels de référence pendant des siècles. Même si l'histoire occidentale a souvent tenté d'attribuer toute la gloire de cette découverte à Vasco de Gama, la vérité est que sans le génie et la science de ce maître de l'océan, les Portugais se seraient probablement perdus en mer.

Si on partage son histoire aujourd'hui sur Les Figures Africaines, c'est pour se rappeler que les côtes africaines étaient des centres de science et de technologie maritime bien avant l'arrivée des explorateurs européens.

Publié par Oula'Iss Wattao sur Facebook dans Mythes-Traditions-Nature, le 30 mai 2026

COMMENT LES DÉCOUVERTES SONT DATÉES

Comment les découvertes archéologiques sont-elles datées ? Différentes méthodes sont utilisées aujourd'hui, dont la "luminescence stimulée optiquement (OSL)". En quoi consiste-t-elle ? La datation par luminescence stimulée optiquement (OSL) détermine la date à laquelle un sédiment a été exposé à la lumière pour la dernière fois. Pendant le transport des sédiments, l'exposition à la lumière du soleil remet le signal de luminescence à zéro. Après l'enfouissement, le sédiment commence à accumuler une nouvelle luminescence sous l'effet du rayonnement naturel de l'environnement, qui ionise progressivement les granules minéraux.

Ainsi, si l'on analyse la base d'une roche placée artificiellement à un endroit, comme la base d'une statue, ou la base des pierres d'une façade murale, on peut savoir quand cette roche a été placée à cet endroit. Cela signifie que l'OSL ne mesure pas l'âge d'une pierre (elle peut avoir des millions d'années), mais le moment où elle a été placée à cet endroit. Ainsi, l'OSL, lorsqu'il peut être appliqué, indique avec une grande précision la période à laquelle un artefact artificiel donné a été placé à cet endroit.

La datation au carbone 14 est une autre méthode de datation. Le C14, ou radiocarbone, est un isotope radioactif du carbone. Son noyau est composé de 6 protons et de 8 neutrons, soit un total de 14 éléments. Étant radioactif, le C14 se transforme (ou se désintègre) au fil du temps. Mais le C14 ne représente qu'une petite fraction du carbone présent sur Terre. Le carbone C12 est stable, ne se désintègre pas avec le temps et représente 99 % du carbone présent sur notre planète.

Le C14 a un temps de transformation précis. Tous les 5 730 ans, le C14 se divise par deux et, par conséquent, son pourcentage par rapport au C12 (qui reste stable) et aux autres isotopes du carbone (comme le C13) varie très précisément. Dans la vie quoti-



dienne, les organismes vivants absorbent un petit pourcentage de C14, en plus de l'absorption de C12. Lorsque ces organismes meurent, ils n'absorbent plus de C14. En mesurant le taux de C14 contenu dans un organisme mort, les chercheurs peuvent déterminer l'âge de cet organisme.

En d'autres termes, lorsqu'on dit qu'une roche a été analysée par la méthode C14, cela signifie que des parties organiques ayant accumulé du radiocarbone ont été trouvées sur la roche. Ces parties organiques sont presque toujours trouvées, parce que les découvertes ne sont pas faites dans des bocaux en verre sous vide, mais à l'air libre. Ainsi, le pollen, les insectes, les excréments d'animaux sont presque toujours présents sur les surfaces, ce qui permet de dater la roche. Par contre, si ces éléments organiques ne sont pas présents sur la roche, ou sont trop détériorés, la datation au C14 n'est pas possible.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 2 juin 2026

LE PARESSEUX

On raconte qu'il y a fort longtemps vivait un homme d'une paresse si extrême que même l'ombre de son corps semblait travailler plus que lui.

Du lever au coucher du soleil, il ne faisait rien.

Rien pour sa maison.

Rien pour son avenir.

Rien pour sa femme, qui s'épuisait à tout faire seule.

Un jour, à bout de souffle et de patience, elle s'écria :

— Tu ne peux pas continuer ainsi ! Je travaille pendant que tu rêves. La vie ne nourrit pas les bras croisés !

Mais l'homme, imperturbable, répondit :

— Ne t'inquiète pas. Un jour, nous serons riches.

— Riches ? Comment ? En restant assis ?

— J'irai consulter un grand sage au-delà des montagnes. Il me dira comment devenir riche.

Et pour la première fois depuis longtemps... il marcha.

Sur la route, il rencontra un loup maigre, un pommier aux fruits pourris et un poisson étouffant dans les eaux glacées. Tous lui confièrent leurs problèmes et lui demandèrent d'interroger le sage pour eux.

Arrivé au sommet d'une colline, le sage l'écouta attentivement et répondit :

Le poisson a une pierre précieuse coincée dans la gorge. Qu'on la retire, et il sera libre.

Le pommier a un trésor enfoui sous ses racines qui empoisonne sa terre. Qu'on le déterre, et il donnera de beaux fruits.

Quant au loup... qu'il mange le premier paresseux qu'il croquera.

— Et moi ? demanda l'homme. Comment devenir riche ?

Le sage répondit calmement :

— Rentre chez toi par le même chemin.

L'homme repartit, persuadé qu'il n'avait rien à faire.

Le poisson lui proposa la pierre précieuse.

Il refusa : « Trop froid. »

Le pommier lui proposa le trésor.

Il refusa : « Trop fatigant. »

Puis vint le loup...

Et le loup, lui, ne refusa pas.

Morale du conte :

La richesse passe parfois juste devant nous.

Elle nous tend la main.

Elle nous appelle.

Mais la paresse nous rend aveugles aux opportunités.

Le poisson représentait une chance immédiate.

Le pommier représentait un effort nécessaire pour un grand gain.

Le loup représentait la conséquence inévitable.

Celui qui refuse d'agir finit par subir.

La paresse n'est pas seulement l'absence d'action.

C'est le refus des occasions que la vie nous offre.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 2 mars 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:41	12:45	16:34	19:46	21:35

AU 3^E JOUR DE SA VISITE OFFICIELLE AU SULTANAT D'OMAN

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA REÇU PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, MINISTRE DU BUREAU ROYAL D'OMAN

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a été reçu, mardi à Mascate, au 3e jour de sa visite au Sultanat d'Oman, par le Général d'Armée, Sultan Bin Muhammed Al Numani, ministre du Bureau royal du Sultan d'Oman, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Au troisième jour de sa visite officielle au Sultanat d'Oman, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire a été reçu, ce 2 juin 2026, par Son Excellence le Général d'Armée, Sultan Bin Muhammed Al Numani, ministre du Bureau royal, en présence de Monsieur le vice-amiral Abdullah bin Khamis bin Abdullah Al-Raisi, Chef d'Etat-major des Forces armées du Sultan d'Oman", précise la même source.

Au cours de cet entretien "fraternel", le Général d'Armée Saïd Chanegriha a exprimé à son hôte "ses vifs remerciements pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui lui ont été réservés, avant d'évoquer les domaines de coopération militaire qui unissent les armées des deux pays, lesquels connaissent un essor notable à la faveur de la haute attention et du suivi constant des dirigeants des deux pays et de leur volonté commune de les promouvoir davantage et de les porter au niveau escompté".

Le Général d'Armée et la délégation qui l'accompagne, se sont, ensuite, rendus au centre de Sûreté maritime du camp d'Al-Murtafa'a, dans le gouvernorat de Mascate, où il a été accueilli par le vice-amiral Abdullah bin Khamis bin Abdullah Al-Raisi, Chef d'Etat-major des Forces armées du Sultan d'Oman,



ainsi que par le Contre-Amiral Adel bin Hamoud Al Busaidi, Directeur du centre de Sûreté maritime, ajoute le communiqué.

Lors de cette visite, le Général d'Armée a reçu "des explications détaillées sur les

missions du centre et son rôle stratégique dans la conduite et la coordination des opérations de sécurité maritime dans la zone maritime omanaise".

Il a également suivi une présentation

portant sur "les mécanismes mis en œuvre par le centre pour faire face aux différentes menaces pesant sur la sécurité maritime, notamment l'immigration clandestine, la criminalité organisée transnationale, les trafics illicites, la piraterie maritime et le terrorisme maritime".

A l'issue de cette visite, les deux parties ont procédé à un échange de présents symboliques.

Dans le même contexte, le Général d'Armée a effectué une visite à la cité médicale des services militaires et sécuritaires, où il a été reçu par son président, Son Excellence l'ingénieur Adi Bin Hilal Bin Nasser Al Maawali.

A cette occasion, le Général d'Armée "s'est enquis de près du haut niveau et du professionnalisme qui caractérisent les divers services de cette cité médicale, laquelle assure aux personnels des services militaires et sécuritaires, ainsi qu'à leurs familles, des prestations médicales complètes reposant sur les technologies et équipements les plus modernes, outre les programmes de formation et de perfectionnement de l'encadrement médical".

A l'issue de la visite, le Général d'Armée et le président de la cité médicale des services militaires et sécuritaires ont échangé des présents symboliques, conclut le communiqué du MDN.

RA

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

L'ANIE A VEILLÉ AU RESPECT DES RÈGLES LÉGALES ET DE FORME DANS L'EXAMEN DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Karim Khelfane, a indiqué, mardi, que l'Autorité a veillé au respect de l'ensemble des règles légales et de forme lors de l'examen des dossiers de candidature des représentants des partis politiques et des listes indépendantes, en prévision des élections législatives du 2 juillet prochain.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, M. Khelfane a précisé que l'ANIE a "veillé au respect de l'ensemble des règles légales et de forme prévues par la loi lors de l'examen des dossiers de candidature relatifs aux législatives du 2 juillet prochain", ajoutant que les dossiers rejetés l'ont été pour "divers motifs".

A ce titre, il a expliqué que "plusieurs dossiers ont été rejetés pour des motifs simples comme le non-respect de la condition du quota réservé aux jeunes, du seuil minimum de représentation des femmes et des conditions relatives au niveau universitaire ou à la régularisation de la situation vis-à-vis du service national".

Le défaut de présentation des formulaires requis a également constitué "l'un des motifs de rejet des candidatures", de même que "les irrégularités relevées dans les formulaires individuels présentés", a-t-il ajouté.

A ce propos, M. Khelfane a rappelé que toute signature en faveur d'un candidat devait être accompagnée de données exactes et émaner d'un électeur inscrit sur les listes électorales, soulignant que l'examen de ces formulaires avait été effectué au cas par cas et avait

donné lieu à l'établissement de procès-verbaux d'acceptation ou de rejet, les candidats concernés ayant bénéficié d'un délai suffisant pour remplacer les formulaires rejetés.

Il a affirmé que les garanties offertes par l'ANIE pour assurer une transparence totale en la matière sont celles prévues par la loi, précisant que le Conseil de l'Autorité est en "session ouverte" depuis la convocation du corps électoral pour atteindre cet objectif.

Pour autant, le rejet d'un dossier de candidature ne constitue pas une exclusion définitive de son auteur, qui peut, conformément à la loi, introduire un recours devant les tribunaux administratifs en première instance et les tribunaux d'appel en deuxième instance, dans le cadre d'un processus judiciaire garantissant les droits de ceux qui souhaitent se présenter aux prochaines échéances électorales, a-t-il expliqué.

Concernant le suivi des recours introduits, M. Khelfane a fait savoir que l'opération est menée avec le concours des coordinateurs de l'ANIE à l'intérieur du pays et à l'étranger.

S'agissant des préparatifs pour les législatives dans les nouvelles wilayas, il a précisé que ces dernières ont "démontré une pleine disponibilité à assurer le bon déroulement du processus électoral, comme ont pu le constater les membres du Conseil de l'ANIE lors de leurs visites dans ces wilayas".

RA

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

UNE IMPORTANTE QUANTITÉ D'ARMES RÉCUPÉRÉE À IN GUEZZAM

Une importante quantité d'armes a été récupérée lors d'une opération menée mardi par des détachements de l'Armée nationale populaire, dans le secteur opérationnel d'In Guezzam, en 6^e Région militaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans le cadre des efforts continus visant à lutter contre le crime organisé et à sécuriser nos frontières nationales, et suite à une exploitation de renseignements recueillis auprès des services de sécurité, des détachements de l'Armée nationale populaire ont récupéré, aujourd'hui 2 juin 2026, une importante quantité d'armes et d'autres effets dans le secteur opérationnel d'In Guezzam en 6^e Région militaire", précise la même source.

Cette opération a permis

"la récupération d'un véhicule tout terrain, de 5 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, de 3 fusils mitrailleurs de type FMPK, de 4 mitrailleuses Dushka, d'une mitrailleuse antiaérienne, d'un lance-roquettes de type RPG-7, d'un mortier, de 4 roquettes de type PG7V, d'une quantité de munitions qui s'élève à (2587) balles de différents calibres, de 8 chargeurs de munitions et de 2 téléphones portables".

"Cette opération qualitative, confirme la vigilance et la détermination des Forces de l'Armée nationale populaire à sécuriser nos frontières dans toutes les circonstances et à déjouer toutes tentatives visant à porter atteinte à la sécurité de notre pays", conclut le communiqué du MDN.

RA

114^E SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

SAIHI EXAMINE AVEC SON HOMOLOGUE ÉGYPTIEN LES MOYENS DE RENFORCER LE PARTENARIAT BILATÉRAL

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a eu, mardi à Genève, des entretiens bilatéraux avec le ministre du Travail de la République arabe d'Egypte, M. Hassan Raddad Ibrahim El-Sayed, au cours desquels ils ont examiné les moyens de renforcer et d'étendre le partenariat bilatéral, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue en marge de

la participation de M. Saihi aux travaux de la 114^e session de la Conférence internationale du Travail, qui se déroule du 1 au 12 juin courant, a constitué une occasion de "passer en revue l'état et les perspectives de la coopération algéro-égyptienne dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, et d'examiner les moyens de renforcer le partenariat bilatéral et d'en étendre les champs, au service des in-

térêts communs", précise la même source.

Dans ce cadre, les deux parties ont souligné l'importance de poursuivre la coordination concernant les dossiers d'intérêt commun, notamment dans le cadre de la Grande Commission mixte entre les deux pays, tout en poursuivant l'examen du dossier de la sécurité sociale par les experts des deux Etats.

Les entretiens ont également porté

sur les opportunités de coopération dans plusieurs secteurs économiques stratégiques et sur les moyens de tirer profit des expériences mutuelles dans les domaines de la formation et de qualification, permettant de renforcer l'intégration économique et de consolider le partenariat stratégique entre les deux pays, ajoute la même source.

RA